

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But une Foi



REGION DE SEDHIOU

Département de Sédhiou

ARRONDISSEMENT DE DJIBABOUYA

COMMUNE DE DJIBABOUYA



PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

2019 – 2023

Avec le concours financier du PAPSEN

Cabinet : ICA – Villa N° 273 SIPRES IV ZAC MBAO – DAKAR Tel : (221) 77 654 48 82 – (221) 70 822 87 67

2018

Table des matières

LISTES DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET CARTES	4
SIGLES ET ACRONYMES.....	5
INTRODUCTION.....	
CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	6
OBJECTIFS DU PDC.....	7
METHODOLOGIE.....	7
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DE LA COMMUNE	6
<u>I.2. DONNÉES PHYSIQUES.....</u>	<u>109</u>
I.2.1 Climat.....	<u>109</u>
I.2.2 Relief et sols.....	<u>114</u>
I.2.3 Ressources en eau	11
I.2.4 Végétation et faune	11
I.3 DONNÉES HUMAINES	<u>124</u>
I.3.1 Composition de la population	<u>124</u>
I.3.2 Habitat.....	12
I.3.3 Mouvement de la population	12
I.4 ZONAGE DE LA COMMUNE.....	13
DEUXIEME PARTIE : BILAN DIAGNOSTIC.....	15
II.1. PROFIL ECONOMIQUE	15
II.1.1. SOUS-SECTEURS PRODUCTIFS.....	15
II.1.1.1. Agriculture.....	15
II.1.1.2 Élevage	17
II.1.1.3 Pêche et aquaculture	19
II.1.1.4 Artisanat et PMI/PME	19
II.1.2. SOUS-SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION.....	20
II.1.2.1 Énergie.....	20
II.1.2.2 Commerce.....	21
II.1.2.3 Transport.....	21
II.1.2.4 Système financier décentralisé	22
II.1.2.5 Télécommunications.....	23
II.2. Profil social.....	<u>2423</u>
II.2.1 Education et Formation	<u>2423</u>
II.2.2. Santé, Action sociale et Nutrition.....	<u>2726</u>
II.2.3. Hydraulique	<u>3029</u>
II.2.4 Assainissement, cadre de vie et environnement	<u>3130</u>

II.2.5 Jeunesse, Sports et Culture	3231
II.3. Profil Gouvernance	3332
II.3.1 Conseil municipal	3332
II.3.2 Structures partenaires et d'encadrement	3837
II.3.2.1 Sous-préfecture	3837
II.3.2.2 CADL	3837
II.3.2.3 ARD	3837
II.3.3 Partenaires techniques et financiers	3837
II.3.4. Dynamique communautaire	3938
II.3.4.1. Groupements de Promotion Féminine (GPF)	3938
II.3.4.2. Groupements d'Intérêt Economique (GIE)	4039
II.3.4.3. Autres organisations	4039
TROISIEME PARTIE : PLANIFICATION	4241
III.1. PLANIFICATION STRATEGIQUE	4241
III .1.1. PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT	4241
III.1.2. ENJEUX DE DEVELOPPEMENT	4241
III.1.3. VISION DE DEVELOPPEMENT DE COMMUNE	4342
QUATRIEME PARTIE : OPERATIONNALISATION DU PLAN ET MECANISME DE SUIVI	5150
IV.1. Opérationnalisation	5150
IV.1.1. Analyse du Programme d'Investissement Local(PIL)	5150
IV.1.2. Stratégie de mobilisation des ressources	5352
IV.2. Mécanisme de suivi-évaluation	5452
IV.2.2. Suivi de la mise en œuvre du plan	5452
IV.2.3. Evaluation du plan	5453
ANNEXE : FICHES DE PROJETS	6059

LISTES DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET CARTES

Tableau 1: Evolution de la pluviometrie de 2006 à 2016	10
Tableau 2: Répartition spatiale de la Population.....	13
Tableau 3: Synthèse du zonage	14
Tableau 4: Synthèse du diagnostic Agriculture.....	16
Tableau 5: Synthèse du diagnostic Elevage	18
Tableau 6: Synthèse du diagnostic Peche Et Aquaculture	19
Tableau 7: Synthèse du diagnostic Artisanat Et Pmi/Pme	20
Tableau 8: Synthèse du diagnostic Energie.....	20
Tableau 9: Synthèse diagnostic Commerce	21
Tableau 10: Synthèse du diagnostic Transport	22
Tableau 11: Synthèse du diagnostic Systeme Financier décentralisé	23
Tableau 12: Synthèse du Diagnostic Participatif	23
Tableau 13: Données de l'enseignement Prescolaire.....	24
Tableau 14: Données de l'enseignement Elementaire	2524
Tableau 15: Données Enseignement Moyen.....	25
Tableau 16: Synthèse diagnostic Education et Formation	26
Tableau 17: Inventaire de l'existant du Sous-Secteur Santé	2827
Tableau 18: Données dépistage Malnutrition Commune Djibabouya	ERREUR ! SIGNET
	NON DEFINI,²⁸
Tableau 19: Synthèse du diagnostic Santé	29
Tableau 20: Synthèse du diagnostic Hydraulique	3130
Tableau 21: Synthèse du diagnostic Assainissement et Cadre de Vie	3231
Tableau 22: Synthèse du diagnostic Jeunesse, Sports et Culture.....	3332
Tableau 23: Synthèse du diagnostic Conseil Municipal	3534
Tableau 24: Liste des Conseillers municipaux / Commune de Djibabouya	3635
Tableau 25: Synthèse du diagnostic Cadl	3837
Tableau 26: Principaux partenaires au développement.....	3938
Tableau 27: Synthèse du bilan diagnostic sur des partenaires	3938
Tableau 28: Synthèse du diagnostic (Gie) (Gpf) et (Asc).....	4140
Tableau 29 : Synthétique du Plan d'investissement local par axe et programme .50	ERREUR !
	SIGNET NON DEFINI.
Tableau 30: Répartition des Investissements Annuels du PIL.....	5251
Tableau 31: Annexe du plan d'action Prioritaire détaillé	5554

Liste des figures

Figure 1: Evolution de la pluviométrie de 2006 à 2016.....	10
Figure 2: Proportion de femmes dans le conseil municipal	3433
Figure 3: Répartition des conseillers municipaux par niveau d'instruction.....	3433
Figure 4: Répartition des coûts suivant les axes	5251
Figure 5: Répartition des coûts en% suivant les années.....	5251

Liste des Cartes

Carte 1: Situation de la commune de djibabouya.....	9
Carte 2: Zonage de la commune de djibabouya	1413
Carte 3: Répartition des infrastructures scolaires.....	2625
Carte 4: Répartition des infrastructures sanitaires.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

SIGLES ET ACRONYMES

ANPEJ : Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
APE : Association des Parents d'Elèves
ARD : Agence Régionale de Développement
ANCAR : Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
ASC : Agents de Santé Communautaire
ASC : Association Sportive et Culturelle
ASER : Agence Sénégalaise de l'Electrification Rurale
ASUFOR : Association des Usagers du Forage
CADEL : Centre d'Appui au Développement Local
CTR : Comité Technique Restreint
DRDR : Direction Régionale du Développement Rural
GIE : Groupement d'Intérêt Economique
GPF : Groupement de Promotion Féminine
IEF : Inspection de l'Education et de la Formation
IMCEC : Institution Mutualiste Communautaire d'Épargne et de Crédit
ONG : Organisations Non Gouvernementales
ONFP : Office National pour la Formation Professionnelle
PAPEJ : Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes
PIL : Plan d'Investissement Local
PDC : Plan de Développement Communal
PNBSF : Programme National de la Bourse de Sécurité Familiale
PNDL : Programme National de Développement Local
PPDC : Projet Pôle de Développement de la Casamance
PRACAS : Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
PSE : Plan Sénégal Emergent
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
SENELEC : Société Nationale d'Electricité
SONATEL : Société Nationale des Télécommunications
SRADL : Service Régional d'Aide au Développement Local
STD : Services Techniques Décentralisés

INTRODUCTION

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le processus de décentralisation, enclenché au Sénégal depuis 1972, a conduit fondamentalement à deux réformes majeures réalisées respectivement en 1972 et en 1996. Celle de 1972 pose « l'acte précurseur des libertés locales plus affirmées, avec la création des communautés rurales, la promotion de la déconcentration et la régionalisation de la planification ». Celle de 1996, consacre la régionalisation, « dans le souci d'accroître la proximité de l'Etat et la responsabilité des collectivités locales ».

Malgré les acquis enregistrés, les faiblesses et contraintes notées ont incité l'Etat à envisager la refondation majeure de l'action territoriale. L'objectif général, visé par cette réforme, baptisée « **l'Acte III de la décentralisation** », est d'« organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable ».

Cette nouvelle réforme introduit deux innovations majeures : la suppression de la région en tant que collectivité locale et l'érection du département, qui devient une collectivité territoriale ; la deuxième innovation procède de la communalisation intégrale par l'érection des communautés rurales et des communes d'arrondissement en communes de plein exercice. Elle intervient avec l'avènement du Plan Sénégal Emergent (PSE), en tant qu'instrument et cadre de référence de la politique de développement du Sénégal d'ici 2035 et implique l'articulation et la cohérence des documents de planification aux niveaux départemental et communal avec le niveau central.

C'est dans ce contexte que la commune de Djibabouya, ainsi que vingt (20) autres communes rurales de la région de Sédhiou, ont sollicité et obtenu l'appui du Programme d'Appui au Programme National d'Investissement Agricole (PAPSEN) pour l'élaboration de leur document de planification de référence suite à une requête de l'ARD de Sedhiou. A cet effet, le cabinet ICA a été sélectionné suite à un appel d'offres, pour accompagner la commune de Djibabouya dans le processus d'élaboration de son PDC.

OBJECTIFS DU PDC

L'objectif général du PDC est de doter la commune pour la période 2019-2023 (5 ans) d'un document cadre de référence des stratégies et actions pour un développement harmonieux et durable en cohérence avec le plan départemental (PDD) de Sédhiou, les documents de référence au niveau national (PSE) et international (ODD).

Pour les objectifs spécifiques, ils consistent à :

- Etablir la situation de référence ;
- Elaborer le bilan diagnostic ;
- Procéder à la planification stratégique ;
- Procéder à la planification opérationnelle ; et
- Définir le dispositif d'exécution, suivi et évaluation.

METHODOLOGIE

L'élaboration du PDC obéit à un processus participatif, inclusif et itératif sur les aspects relatifs à l'économie, au social mais également à la gouvernance. Elle s'est déroulée en cinq grandes phases résumées dans le tableau ci-dessous :

ETAPES	OBJECTIFS
PHASE PRÉPARATOIRE	
Rencontre préalable	Echanger à des fins de mise à niveau et validation de la compréhension des TDR
Diagnostic externe/ cadrage	Collecter des données socioéconomiques sur chaque collectivité territoriale, pour en dresser une situation globale de la collectivité ; Etablir un premier zonage
Ateliers de lancement départemental et communal	Restituer le cadrage ; Partager largement et valider la méthodologie d'investigation de terrain ainsi que le zonage
Formation des enquêteurs	Former les animateurs relais à la mise en œuvre d'un diagnostic participatif Doter le Conseil municipal de compétences en matière de planification locale
PHASE DIAGNOSTIC	
Ateliers de diagnostic participatif	Analyse approfondie des secteurs économiques et sociaux
Diagnostic Institutionnel	Analyse par les intéressés des potentialités et des difficultés du conseil municipal et des organisations représentatives des populations
Analyse et traitement des données recueillies	Analyser, traiter et présenter sous forme documentaire les résultats du diagnostic participatif
Restitution du Diagnostic participatif	Restituer le résultat des travaux et recevoir la validation sociale des populations.
PHASE ORIENTATION STRATÉGIQUE	
Formulation des orientations de développement de la collectivité territoriale	Décliner une vision des acteurs de la commune ; Définir des objectifs stratégiques de développement à partir de cette vision
PHASE PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE	
Elaboration du plan d'actions et programmation	Elaborer le Plan d'Investissement local (PIL) et le plan annuel d'investissement (PAI) pour chaque commune
Elaboration du plan de renforcement des capacités	Identifier les besoins en renforcement de capacités des acteurs de la commune, Proposer un plan de formation
Elaboration du plan de communication	Identifier les besoins en communication des acteurs de la commune, Elaborer un plan de communication

PHASE D'HABILITATION	
Restitution du PDC provisoire	Restituer le document de planification pour une validation technique et sociale des populations.
Adoption et approbation du plan de développement communal	Favoriser une appropriation du PDC par l'ensemble des parties prenantes
Mise en place d'un comité de mise en œuvre du PDC	Créer les conditions de sécurisation de la mise en œuvre du PDC

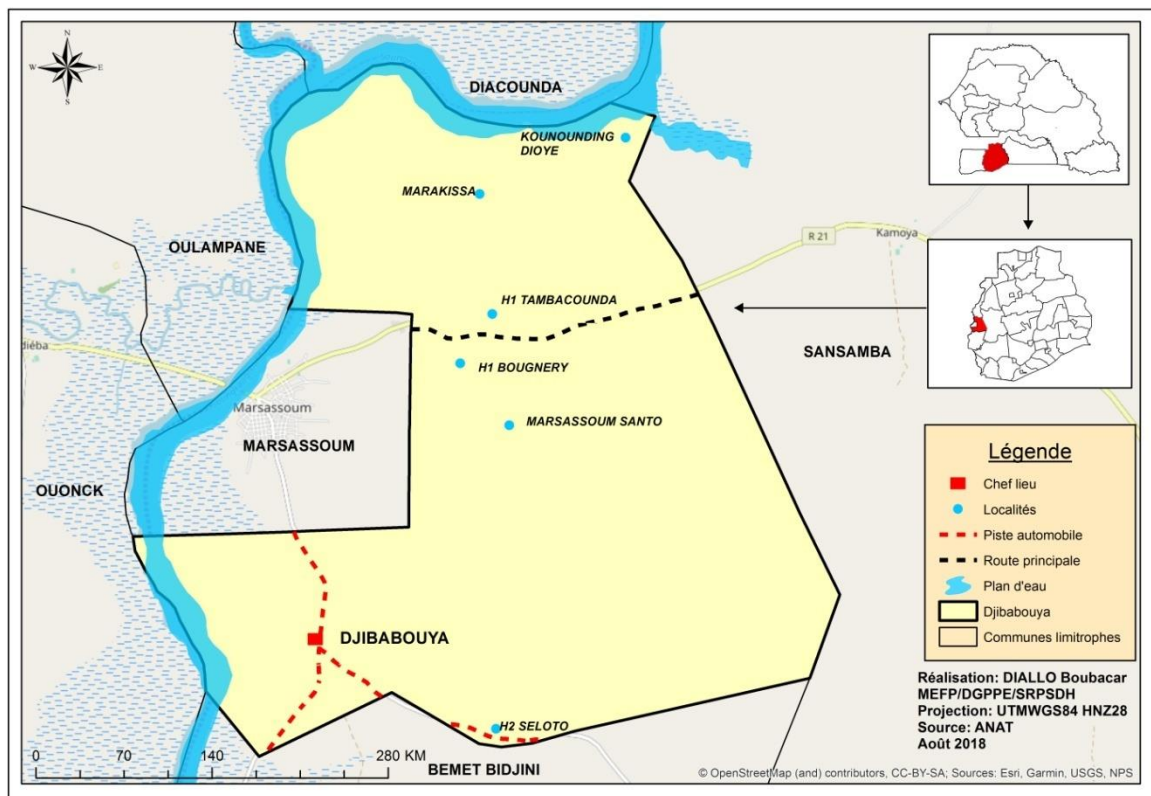
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DE LA COMMUNE

I.1 SITUATION ADMINISTRATIVE ET GÉOGRAPHIQUE

L'érection de Djibabouya en Communauté rurale intervient lors de la réforme administrative de 1990 qui a fait de Marsassoum une commune. Elle est devenue commune en 2014 avec la réforme de l'Acte III de la décentralisation.

La Commune de Djibabouya, située dans l'arrondissement également de Djibabouya est limitée à l'Est par la Commune de Sansamba et Bémet Bidjini, à l'Ouest, au Nord par le Soungrougrou et au Sud par la Commune de Bémet Bidjini. Elle couvre une superficie de 113 km² soit 17% de la superficie totale de l'arrondissement. Quatre villages forment cette collectivité et elle est formée de deux sous-ensembles : un sous ensemble côtier bordé par le Soungrougrou et un sous-ensemble continental entaillé par plusieurs vallées. Les zones définies remplissent les mêmes caractéristiques biophysiques. En fait chaque zone correspond à un village. L'histoire du peuplement de la localité révèle que les mandingues originaires du Pakao furent les premiers habitants. Ils sont installés dans les villages de Djibabouya et Marsassoum Santo. Le choix de ces sites était surtout lié à la clémence de la nature notamment la présence du fleuve et la forêt. Ce n'est qu'après que les Diolas sont arrivés. Ces ethnies cohabitent en harmonie.

Carte 1: Situation de la commune de Djibabouya



I.2. DONNÉES PHYSIQUES

Les données physiques sont des facteurs de la production dans la commune de Djibabouya. Il s'agit essentiellement du climat, du relief, du sol, des ressources en eau, de la faune et de la végétation.

I.2.1 Climat

Le climat est de type sud soudanien caractérisé par une saison sèche et une saison pluvieuse (hivernage) qui va de Juin à Octobre et une saison sèche allant de Novembre à Mai. Les vents dominants sont l'harmattan et les alizés continentaux qui soufflent en saison sèche et les vents de mousson dont l'influence marque l'avènement de la saison des pluies. Ces vents constituent des facteurs favorisant les feux de brousse.

La température qui tourne autour de 27°C passe par un minimum en Décembre et un 38°C maximum en Avril et Mai. Au cours de ces 10 dernières années, la moyenne pluviométrique se situe autour de 1000 mm avec 68 jours de pluie.

Tableau 1: Évolution de la pluviométrie de 2006 à 2016

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Hauteur (mm)	1091,9	835,3	1503,8	1108,4	1108,4	1107,2	1485,1	564,6	972,1	1087,2	1348,3
Nbre de jours	60	62	80	56	71	52	79	28	49	49	50

Source : CADL de Djibabouya

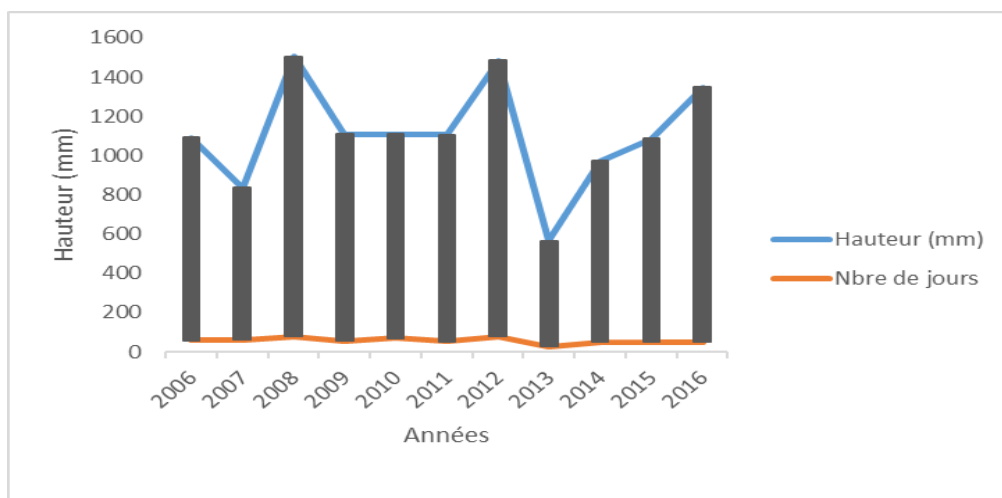


Figure 1: Evolution de la pluviométrie de 2006 à 2016

La moyenne de la pluviométrie au cours de ces 11 années (2006-2016) est estimée autour de 1017,69 mm avec 58 jours de pluie. Les trois années 2008, 2012 et 2016 avec respectivement (1503,8 mm en 80 jours de pluie, 1485,1 mm pour 79 jours de pluie et 1348,3) sont caractérisées par une forte pluviométrie. L'année 2013 (564,6 mm en 28 jours de pluie) a été la moins pluvieuse avec des précipitations en dessous de la moyenne. La baisse de la pluviométrie surtout ces dernières années constituent une contrainte majeure au développement de l'agriculture.

I.2.2 Relief et sols

Le relief est plat et se caractérise cependant par endroit, dans sa partie Nord-Ouest, par des bassins versants à fort dénivellement occasionnant des érosions pluviales dans ses parties basses. Les sols dominants sont : les sols ferrugineux tropicaux lessivés pauvres en humus ou Deck Dior qu'on retrouve sur les plateaux et qui sont favorables aux grandes cultures (céréales, arachides), les sols ferralitiques un peu plus riches que les premiers et favorables aux cultures céréalières et de plantations, les sols hydromorphes qu'on retrouve dans les vallées et bassins aptes à la riziculture. Les principales contraintes qui s'exercent sur les sols sont la salinité et l'érosion.

I.2.3 Ressources en eau

Les ressources en eau sont essentiellement constituées de l'affluent Soungrougrou qui borde la Commune dans sa partie Ouest et Nord-Ouest. De nos jours, la qualité de ces eaux est fortement dégradée par l'augmentation de la salure. Les eaux souterraines sont celles de la nappe phréatique captées à partir des puits à une profondeur de 8 à 13 m et le continental terminal capté par les forages. Ces eaux souterraines sont marquées par une baisse du niveau de la nappe phréatique et la salinité ainsi que les coûts trop élevés de leur exploitation.

I.2.4 Végétation et faune

La composition de la végétation montre des arbres, arbustes et des herbes. Le caillédrot, le fromager, le santan, le venn, le rônier, le dimb, le linké, le baobab, le palmier à huile et le nété constituent les strates arborées. On distingue ainsi, deux formations caractéristiques, une savane arborée et des forêts galeries à palmiers à huile. La Communauté Rurale abrite une forêt classée de 461 ha (forêt classée de Bémet Bidjini) et une partie de la forêt classée de Yacine (Djibabouya et Sansamba). Quant à la strate herbacée, elle n'existe qu'en période hivernale. En effet, diverses herbacées viennent s'ajouter aux formations ligneuses. Elles sont

utilisées à la fois, et cela dans une large mesure, comme fourrage pour le bétail et comme matériel de construction des cases à usage d'habitation, de silo, de cuisine et parfois de magasin. Les ressources faunistiques de savanes sont variées et les espèces rencontrées sont : les phacochères, les antilopes et les gazelles, des primates, les hyènes, les grues couronnées, les francolins, les tourterelles, les pintades, etc. Les feux de brousse, l'exploitation forestière et le braconnage sont autant de contraintes qui s'appliquent sur ces ressources.

I.3 DONNÉES HUMAINES

Selon la projection de 2018 du recensement général de la population de l'agriculture, de l'habitat et de l'élevage de 2013, (RGPHAE), la Commune compterait 6777 habitants dont 52,44% d'hommes et 47,57% de femmes.

I.3.1 Composition de la population

La population de la Commune de Djibabouya est constituée de Mandingues, avec 45% majoritaires suivi des Diolas (38%), des Mancagnes (8%), des peuls (6%) et autres (3%). L'islam est la principale religion avec près de 95% d'adeptes. Viennent ensuite le christianisme et l'animisme.

I.3.2 Habitat

Dans la commune, les maisons sont en général rudimentaires, en dur et recouvertes de tôle. Certaines sont en banco et celles recouvertes de chaume sont de plus en plus rares. Quelques rares maisons dites de type moderne appartiennent en général à la diaspora.

Plus globalement, il n'y a pas vraiment de zones urbaines dans la commune, même le chef-lieu de la commune est encore de type rural, avec un sommaire lotissement. L'habitat est généralement linéaire, surtout le long des chemins, il y a aussi quelques « grandes habitations » plus concentrées. L'implantation des villages a obéi à certains critères physiques à savoir l'influence des vallées et la présence de l'affluent Soungrougrou dans la zone de Marakissa.

I.3.3 Mouvement de la population

Dans la commune de Djibabouya, à l'instar des autres localités de la région, on note deux types de mouvements : un mouvement interne et un mouvement externe. Le mouvement interne est caractérisé par un déplacement des jeunes des villages vers les villes. En effet, cette migration de la population du Sud vers le Nord trouve son explication dans le fait que la plupart des populations rurales tirent des ressources naturelles, l'essentiel de leurs besoins

vitaux. D'autre part, les habitants de la commune, pour des raisons diverses, se déplacent vers d'autres localités. Il s'agit en premier lieu de Marsassoum, lieu d'implantation des services et de la poste finance. Sédhiou, chef-lieu de région, représente le second pôle de migration.

Le mouvement externe qui se caractérise essentiellement par un déplacement des jeunes des campagnes vers l'extérieur notamment la France, l'Espagne et l'Italie.

Aujourd'hui, ces jeunes contribuent fortement à l'entretien quotidien de leur famille. Le transfert en ressources des émigrés pouvait être plus considérable. La crise économique internationale a impacté négativement sur l'émigration qui était généralement clandestine. IL a été constaté de même que beaucoup de jeunes perdaient la vie en voulant traverser les mers par bateaux ou pirogues de fortune. Ainsi, les pays de départ que ceux d'accueil ont décidé d'éradiquer le phénomène en contrôlant les côtes où se faisaient les départs. Aujourd'hui, beaucoup d'initiatives sont prises pour limiter cette émigration clandestine en mettant en place certains projets ou programmes nationaux voire régionaux et qui visent à créer des emplois. Cependant, force est de noter que dans la commune de Djibabouya, aucune action n'est mise en œuvre pour permettre aux jeunes de trouver de l'emploi.

I.4 - ZONAGE

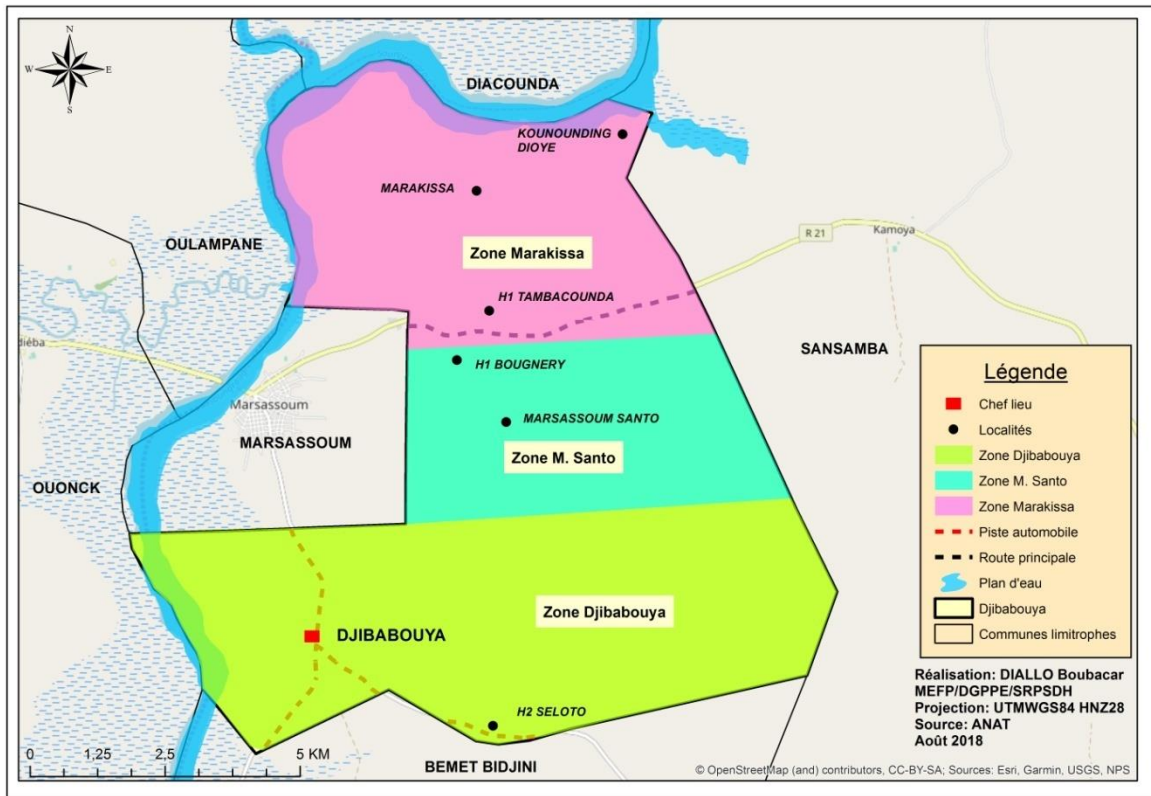
La Commune de Djibabouya est composée de 05 villages répartis en trois zones. Le zonage est le résultat d'un découpage répondant à des critères d'appartenance et d'histoire commune mais également d'homogénéité des caractéristiques socio-économiques. A ce titre, la commune est subdivisée en trois zones : **Djibabouya, Marsassoum Santo et Marakissa.**

Tableau 2: Répartition spatiale de la population

Zones	Concessions	Ménages	Populations		
			Homme	Femme	Totale
Zone1 :Djibabouya	115	195	1262	1254	2515
Zone2 : Marsassoum Santo	60	87	511	466	978
Zone3 : Marakissa	89	131	1003	811	1814
Totale(03)	264	413	2776	2531	5307

Source : ANSD : 2013

Carte 2: Zonage de la commune de Djibabouya



Le tableau suivant présente les différentes zones de la commune selon les activités dominantes, les principales ethnies et les infrastructures de bases existantes.

Tableau 3: Synthèse du zonage

Zones	Ethnies/Principales	Activités/dominantes	Infrastructures
Zone 1 : Djibabouya (1 village : Djibabouya , 7 quartiers : Diallounda, Faticounda, Kanssidy, Bloufounda, Woinounda, Séloto et Santoussou)	- Mandingue - Peulh - Diola - Manjack	❖ Petit commerce ❖ Agriculture ❖ Elevage ❖ Pêche	1 CTP 1 Ecole élémentaire 1 CEM 1 Poste de santé 1 Terrain municipal 1 Magasin de stockage
Zone 2 : Marsassoum Santo (2 villages : Marsassoum Santo et Bougniry)	- Mandingue - Manjack - Diola	❖ Petit commerce ❖ Agriculture ❖ Elevage ❖ Agroforesterie	1 CEM 1 CTP 1 CPC 3 Ecoles Primaires 2 Daaras modernes 1 Poste santé 1 Case de santé
Zone 3 : Marakissa (2 villages : Marakissa et Kounounding-Dioé)	- Mandingue - Diola - Manjack	❖ Petit commerce ❖ Agriculture ❖ Elevage ❖ Pêche	

DEUXIEME PARTIE : BILAN DIAGNOSTIC

2.1 -PROFIL ECONOMIQUE

2.1.1. SOUS-SECTEURS PRODUCTIFS

2.1.1.1. Agriculture

Elle demeure la principale activité économique des populations de Djibabouya. La Commune est une zone essentiellement rizicole et fruitière mais le maraîchage est de plus en plus développé par les femmes, dans les blocs maraîchers au niveau des vallées.

Le système de production reste toujours traditionnel et les travaux se font en commun contrairement aux autres communes du département où il existe une spécification des travaux entre l'homme et la femme. D'autre part, la traction bovine, bien qu'elle ait été introduite dans la zone, n'est pas tellement utilisée dans les rizières. Le matériel agricole composé de dabas, charrues, houes et semoirs est dans un état de vétusté et n'est pas soutenu par l'artisanat pour leur entretien ou réparation.

Les principales spéculations cultivées sont : le riz, le mil, sorgho, l'arachide, le maïs, le sésame et le manioc. Les cultures maraîchères sont principalement le piment, l'aubergine amère (« jaxatou »), l'oignon, la tomate, le chou, l'aubergine, le gombo, le bissap, le concombre, la laitue, le manioc et la patate douce. Il y a souvent des problèmes d'écoulement des productions car les marchés de la zone sont saturés pendant une certaine période de l'année. D'autre part, les excédents de la production maraîchère et fruitière locale connaissent de graves problèmes de conservation en raison de l'absence d'infrastructures adaptées (chambre froide). En dépit de l'énorme potentiel de la Commune, le développement de l'agriculture reste confronté à beaucoup de difficultés. En effet, les rendements agricoles sont très faibles en raison de la salinisation des rizières et de l'ensablement qui réduisent les surfaces cultivables en plus du déficit de matériels agricoles et des difficultés liées à l'accès aux intrants. En outre, les cultures font souvent l'objet d'attaques de parasites et d'animaux en divagation. L'enclavement d'une bonne partie de la commune rend en outre difficile l'écoulement des produits.

L'agriculture locale dispose des principales potentialités suivantes :

- Bonne pluviométrie,
- Disponibilité de terres cultivables,
- Fertilité des sols,

- Main d'œuvre qualifiée.

Le sous-secteur agricole devrait jouer un rôle majeur dans l'économie par sa contribution à l'atteinte à la sécurité alimentaire et par la fourniture de matières premières à l'agro-industrie. Les aménagements hydro-agricoles permettront de booster les productions agricoles pour atteindre ce résultat.

L'arboriculture (mangues, anacardes, citrons, oranges, ...) est l'une des activités en extension dans la zone. Elle occupe une place primordiale dans l'exploitation agricole notamment la production de l'anacarde. Elle souffre principalement de problème d'écoulement des produits et d'unité de transformation.

Tableau 4: Synthèse du diagnostic Agriculture

Domaines	Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<p>Cultures vivrières et cultures de rente (Riz, mil, arachide plus pratiquées)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Longue tradition de pratique agricole • Nombre important de cultivateurs • Diversité des cultures (mil, maïs, ...) • Traction animale • Magasin de stockage d'une capacité de 52 tonnes à Marakissa 	<ul style="list-style-type: none"> • Appauvrissement des sols • Déficit pluviométrique • Manque de bétail de traction (vol de bétail) affaiblit l'agriculture • Vétusté et insuffisance des matériels • Retard de distribution des engrais • Manque de moyens financiers • Difficultés d'écoulement des produits • Manque d'organisation dans la commercialisation des produits, • Disparition des points de collecte 	<ul style="list-style-type: none"> • Modernisation du matériel agricole • Introduction de systèmes d'irrigation • Meilleur système d'acquisition d'engrais • Amélioration des pratiques culturales (assolement, ...) • Amélioration du système d'organisation des paysans • Réactualisation des points de collecte
<p>Riziculture</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Autosuffisance alimentaire en riz • Disponibilité des vallées • Disponibilité de nouvelles variétés de riz (Nerica 3 et 4) • Riziculture en plateau et bas fond 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des périmètres rizicoles • Salinité des sols • Réduction et dégradation du capital semencier • Retard dans la fourniture des semences • Inadaptation de 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la salinisation • Mise à disposition de variétés à cycle court et à temps • Réhabilitation des rizières • Mise en place de digues anti-sel à Marakissa et

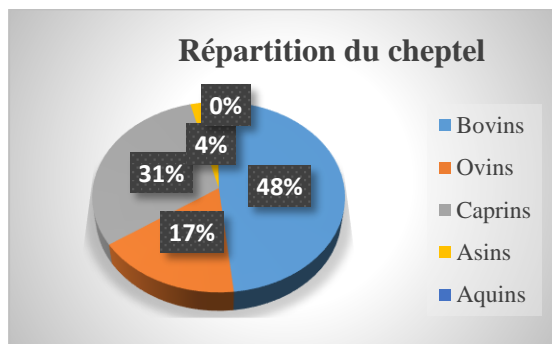
		<ul style="list-style-type: none"> certaines variétés introduites déficit pluviométrique Menaces d'oiseaux ravageurs et insectes 	Kounounind-Dioé
<p>Arboriculture (mangue, orange, anacarde)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rentabilité élevée avec des prix de vente conséquents de l'anacarde Importantes surfaces destinées à l'arboriculture (11 vergers mixtes) 	<ul style="list-style-type: none"> Diminution de la pluviométrie entraînant la remontée des termites Fruits infectés à cause de la mouche blanche Floraison entravée par le vent poussiéreux, sec et salé Infection des anacardes pendant à la floraison Problème de conservation et d'écoulement de la mangue Problème de clôture et envahissement des animaux Feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une unité de transformation des produits Implantation d'un forage agricole à Djibabouya Dotation en produits phytosanitaires Acquisition de matériels de lutte contre les feux de brousse Sécurisation des périmètres par des clôtures Mise en place de brise-vents
<p>Maraichage</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rentabilité Disponibilité des terres Disponibilité de la main d'œuvre Amélioration du panier de la ménagère Diversité des spéculations Existence de blocs maraîchers de 2 à 4 ha à Marakissa Existence de 5 GPF 	<ul style="list-style-type: none"> Non maîtrise de l'eau Retard dans l'acquisition de l'engrais Problème de divagation des animaux Difficulté d'aménagement des périmètres Difficultés d'écoulement des productions liées au manque de moyens de transport Appauvrissement des sols 	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation de tous les périmètres maraîchers Meilleure organisation pour l'acquisition des périmètres aménagés Acquérir le matériel de lutte contre les feux de brousse

2.1.1.2 Élevage

Il s'agit d'un élevage de type extensif, pratiqué comme activité secondaire. Le cheptel est composé de bovins, ovins ou caprins. Les troupeaux sont confiés à un berger, le plus souvent, dont le lait sert de rémunération quand il s'agit de bovins. L'aviculture est pratiquée par

plusieurs familles. La pénurie d'aliments de bétail durant la saison sèche et la dégradation du tapis herbacé, ravagé souvent par les feux de brousse sont les contraintes majeures. De plus, les éleveurs ne sont pas habitués à l'utilisation d'aliments de complémentation tels que les tourteaux en période de pénurie. Le problème d'abreuvement du bétail se pose aussi de façon aiguë. Les mares constituées par les eaux de ruissellement servent de lieux d'abreuvement, mais elles tarissent, le plus souvent, à partir du mois de Janvier. Les éleveurs sont alors obligés de faire boire les animaux au niveau des puits traditionnels car les infrastructures avec équipement manquent cruellement. La couverture sanitaire du bétail est très faible et la Commune ne compte aucun parc à vaccination. Le personnel qualifié tels que des auxiliaires vétérinaires est insuffisant. Les animaux sont exposés à toutes sortes de maladies dont le charbon, la pneumonie, la peste et la coccidiose. Ce sont les plus courantes car elles apparaissent régulièrement et touchent particulièrement les petits ruminants. A la forte mortalité causée par ces maladies s'ajoute malheureusement une fréquence importante des vols de bétail. Il est important de souligner qu'en contrepartie des particularités de résistance de la race ndama, elle n'assure pas à l'éleveur une bonne productivité en lait.

Graphique : Répartition du cheptel dans la commune



Type	Effectif
Bovins	473
Ovins	168
Caprins	300
Equins	02
Asins	37

Source : Agent vétérinaire de Marsassoum

Tableau 5: Synthèse du diagnostic Elevage

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de pâturage • Longue pratique de l'élevage qui constitue un capital de réserve financière • Système efficient de fertilisation des sols • Bon écoulement par la vente de la viande • Diversité du cheptel 	<ul style="list-style-type: none"> • Vol de bétail • Récurrence des épizooties • Problème d'abreuvement du bétail • Problème d'accès à l'eau potable • L'eau d'abreuvement disponible est source de maladies • Insuffisance d'abreuvoirs • Récurrence des feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des mesures sécuritaires par rapport au vol de bétail (sécurité de proximité) • Renforcement des campagnes de vaccinations • Fonçage de puits pastoraux • Sensibilisation et mobilisation sociale

2.1.1.3 Pêche et aquaculture

La pêche est une activité économique très peu développée dans la Commune. Il s'agit de la pêche artisanale au filet et à pirogues non motorisée sans gilets de sauvetage. Les espèces mises à terre vont des carpes, « thailos », « cobos » aux crevettes. Les potentialités sont immenses vu l'importance des ressources halieutiques, mais l'équipement des pêcheurs, l'absence d'organisation des acteurs de la filière dont ceux de la pêche aux crevettes et le matériel inadéquat ne permettent pas d'exploiter judicieusement ces potentialités. Les produits halieutiques sont destinés essentiellement à l'autoconsommation et participe à l'amélioration de la fourniture en protéines de la ration alimentaire des populations locales. Exception faite pour les crevettes qui sont acheminées vers d'autres marchés dont celui de Ziguinchor. Avec l'absence de contrôle, certaines espèces sont soumises à une exploitation intensive. En outre, cette surexploitation conduit à la dégradation de la mangrove, d'où la nécessité de délimiter les zones de pêche et respecter les périodes de reproduction ceci pour une meilleure préservation des ressources.

Tableau 6: Synthèse du diagnostic Pêche et aquaculture

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de fleuve avec le Soungrougrou • Disponibilité de pirogues pour la pêche artisanale • Disponibilité de la main d'œuvre avec bonne maîtrise et motivation • Existence de GIE à Kounounding-Dioé • Existence de quais de débarquement • Importantes ressources halieutiques (poisson, carpes, brochette,) 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des filets (maille 25) • Difficulté liée à l'enclavement (vétusté des pistes et nombre réduit) • Manque de magasins frigorifiques • Disparition progressive de la mangrove • Manque d'espace dédié à l'aquaculture 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition de pirogues à moteur et gilets de sauvetage • Mise en place de marché au poisson pour l'écoulement à Marakissa • Reboisement de la mangrove • Aménagement d'une piste et d'un quai d'embarquement à Djibabouya

2.1.1.4 Artisanat et PMI/PME

Le sous-secteur artisanal est très peu développé dans la Commune particulièrement l'artisanat de production. On dénombre de nombreux corps de métiers (maçons, menuisiers, tailleurs, forgerons, boulangers traditionnels, etc.) mais leur volume de production s'avère très limité et leur marché est très réduit. Il est ainsi faiblement pratiqué en hivernage.

Au-delà du manque de formation, les artisans souffrent cruellement de l'insuffisance et de la vétusté des moyens matériels pour assurer une production de qualité. En outre, les coûts élevés des matériaux constituent un handicap supplémentaire à l'émergence d'un artisanat de développement soutenant les autres sous-secteurs dont l'agriculture, dans la réparation et la confection du matériel agricole. Les artisans ne bénéficient pas du soutien des structures d'encadrement souvent lié à leur non affiliation à la chambre des métiers.

Tableau 7: Synthèse du diagnostic artisanat et PMI/PME

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> Présence de divers corps de métiers (maçon, menuisiers, électricien, tailleurs, peintres, boulangeries traditionnelles, soudeurs métalliques, vulgarisateur, mécanicien) Existence d'unité de production du savon à Djibabouya et de fruits à Marakissa Activités génératrices de revenus Existence de moulin à mil Kounounding-dioé Existences de 5 GPF 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de bois d'œuvre Difficulté d'accès au bois dû à l'interdiction de la coupe Absence dépôt de matériel et de quincaillerie entraînant le ravitaillement en petit matériel à Marsassoum et pour les autres à Sédhiou, Bignona et Ziguinchor) Faible capacité financière Absence de micro-finance Manque de financement Non fonctionnalité de l'atelier de menuiserie Non fonctionnalité de l'usine de savonnerie à Djibabouya Insuffisance de partenaires et d'usines de transformation 	<ul style="list-style-type: none"> Incitation à la mise en place de quincaillerie et de dépôt Amélioration de l'accès au bois d'œuvre (avoir des permis de coupe-bois) Désenclavement de la zone pour accéder au bois Facilitation de l'accès au crédit Création d'un centre de couture et d'usine de transformation

2.1.2. SOUS-SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION

2.1.2.1 Énergie

Dans la commune, seul le village de Djibabouya est électrifié, les autres ont des mini-centrales solaires et malheureusement, elles sont toutes tombées en panne. Ainsi, l'extension du réseau permettra de doter certains villages de la commune de l'électricité. Celle-ci permettra à ces villages, à coup sûr, de conserver les produits halieutiques.

Tableau 8: Synthèse du diagnostic Energie

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solution
<ul style="list-style-type: none"> Forte demande de ligne électrique Existence réseau électrique SENELEC Présence d'ASER et du 	<ul style="list-style-type: none"> Manque d'énergie qui impacte tous les secteurs d'activité Non fonctionnalité du mini central 	<ul style="list-style-type: none"> Extension du réseau électrique Désenclavement de la zone par un raccordement au

<p>PERACOD (panneau solaire et mini central)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence de mini-centrale non-fonctionnelle • Présence d'éclairage public • Rareté des coupures • Accès au compteur 	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture insuffisante du réseau électrique • Cherté des factures • Enclavement de certains villages de la zone 	<p>réseau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction du coût de l'électricité • Amélioration de la connexion
---	--	--

2.1.2.2 Commerce

L'activité commerciale repose essentiellement sur l'existence de quelques boutiques au niveau desquelles s'approvisionnent les populations en denrées de première nécessité. Au total, la Commune dispose de 28 boutiques réparties dans 6 villages. Elle ne dispose pas de marché permanent ni hebdomadaire.

Toutefois, la proximité avec la commune de Marsassoum entraîne une véritable polarisation des échanges. L'absence d'infrastructures marchandes entrave fortement le développement économique et entraîne une faiblesse des échanges commerciaux et aussi une perte énorme de ressources financières de la collectivité vu les potentielles taxes à prélever.

Tableau 9: Synthèse diagnostic commerce

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solution
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de boutiques détaillant et demi-grossiste • Bonne pratique commerciale (produits agricoles, bétail) 	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence de marché permanent et hebdomadaire • Insécurité de la zone • Difficulté liée à l'enclavement, manque de routes • Difficulté d'accès à la micro finance • Absence de certains produits (matériels de construction, gaz ...) à Marakissa 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un marché hebdomadaire pour booster le commerce • Réhabilitation des routes pour faciliter l'écoulement des produits • Renforcement de la sécurité de proximité • Mise en place d'un institut de microfinance de proximité

2.1.2.3 Transport

Le sous-secteur du transport est essentiellement basé sur les voitures, les motos taxi (Jakarta) qui assurent la liaison entre les villages. D'autres moyens de transport tel que les charrettes sont aussi utilisées. En dehors du transport terrestre, on note aussi celui fluvial avec l'utilisation d'une pirogue pour la traversée Marakissa-Diacounda.

La principale voie de communication de la Commune est la route latéritique reliant Djibabouya à Marsassoum. Cette commune étant reliée à la commune de Sédhiou par Sansamba voit sa route en cours de bitumage. Les autres axes sont :

- Marsassoum – Marsassoum Santo (4 km)
- Djibabouya – Marsassoum Santo (05 km),
- Marsassoum Santo- Marakissa (06 km),
- Marakissa – Kounounding-dioé (03 km).

En dépit de l'existence de ces voies de communication, la Commune souffre d'un enclavement notoire de certaines localités comme Marsassoum Santo. La circulation à l'intérieur de celle-ci est rendue difficile par l'insuffisance et le mauvais état du réseau routier notamment des pistes en période d'hivernage où, certains villages restent inaccessibles en véhicule. La construction de nouvelles pistes de production devient un impératif pour le développement de la commune.

Tableau 10: Synthèse du diagnostic Transport

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solution
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de l'axe latéritique Djibabouya-Marsassoum • Présence des pistes de production • Existence de ligne maritime Marakissa – Diacounda 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de moyens de transport • Inexistence d'infrastructures de transport • Coût élevé du transport • Problème d'enclavement (bac de Marsassoum, nombre limité de traversées 5 rotations par jour) • Absence de pistes latéritiques entre les zones • Absence de pirogue motorisée • Vétuste des moyens de transport • Vitesse excessive des conducteurs de Jakarta 	<ul style="list-style-type: none"> • Bitumage de l'axe Djibabouya - Marsassoum (boucle du boudhié) • Amélioration des moyens de transport • Aménagement d'une gare routière à Djibabouya • Baisse du coût de transport • Réalisation de pistes latéritiques • Augmentation des rotations du bac de Marsassoum) • Construction du tronçon Marakissa- Diaroumé

2.1.2.4 Système financier décentralisé

La Commune souffre de l'absence criarde de structures d'épargne et de crédit. En effet, sur toute son étendue, on ne note la présence de système financier décentralisé pour l'épargne ou de crédit aux particuliers et aux organisations communautaires de base, dans le cadre des activités génératrices de revenus (AGR). Certains projets qui interviennent dans la Commune

financent sporadiquement des activités menées par les OCB. Les seules ressources financières stables des organisations de base surtout les GPF proviennent des cotisations des membres (crédit revolving, tontine, etc.) basées sur la confiance réciproque entre les membres ; lesquelles demeurent irrégulières compte tenu de la précarité des conditions de vie des populations locales. Quant au crédit formel, les structures comme le CMS, à partir de Marsassoum, appuient les populations avec l'octroi de crédit. Ce type de crédit exige le respect de certains critères comme la formalisation de l'organisation, l'acceptation d'un taux d'intérêt, le délai de remboursement et la disponibilité d'une garantie. Ces lourdes conditions d'accès au crédit font qu'elles ne sont souvent pas éligibles. Ainsi l'épargne devient très faible auprès de la communauté.

Tableau 11: Synthèse du diagnostic Système financier décentralisé

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solution
<ul style="list-style-type: none"> • Demande existante • Bonne présence de la clientèle • Existence de compte au niveau du CMS de Marsassoum GPF Tontoudjibi, Karambenou, PC 5000, Kasoofor et Nematoulaye • Proximité de Marsassoum 	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'IMF • Non fonctionnalité d'UMEC • Accès difficile au crédit 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un IMF • Facilitation de l'accès au crédit

2.1.2.5 Télécommunications

Deux opérateurs de téléphonie sont présents à travers la commune, il s'agit de Tigo et Orange. La couverture radiophonique reste toutefois très acceptable car plusieurs radios sont captées : Sud FM, RTS, ZIK FM et la radio Kalounaye et Diassing-FM. Les chaînes de télévision sont captées grâce aux antennes paraboliques.

Tableau 12: synthèse du diagnostic participatif

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Présence des opérateurs téléphoniques (Tigo, orange et expresso) • Proximité avec la radio communautaire Diassing-FM 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'antenne à Santo et Marakissa • Faible couverture du réseau orange, Tigo, expresso à Marsassoum -Santo • Inaccessibilité du réseau internet • Absence de radio communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Implantation d'une antenne à Marsassoum-Santo • accessibilité au réseau internet • Implantation d'une radio communautaire

2.2. Profil social

2.2.1 Éducation et Formation

L'enseignement du français est bien développé dans la Commune, cependant malgré les efforts de l'État et des populations beaucoup reste à faire pour atteindre les besoins de la Commune. Les infrastructures scolaires sont loin de satisfaire les besoins de scolarisation des enfants. La plupart sont dans un état de vétusté très avancé. L'insuffisance du personnel enseignant qualifié, des équipements et de matériel didactique rendent les conditions d'enseignement très difficiles. L'absence de clôtures dans certaines écoles soumet les élèves à toute sorte de dangers. L'interruption de la scolarité des filles est très fréquente dans la Commune. L'exode rural, les grossesses et mariages précoces en sont les principales causes.

2.2.1.1 Préscolaire

Au niveau du préscolaire, la commune de Djibabouya dispose deux cases de tous petit (CTP) et deux classes préscolaires communautaires(CPC). Cependant, le sous équipement, le mauvais état, l'insuffisance des infrastructures, le déficit et l'absence de motivation du personnel d'appui constituent autant de contraintes à lever. Aussi, il faut noter que le personnel manque de formation requise. Parmi les cinq (05) enseignants qui gèrent les structures préscolaires, seules deux ont été formés et recrutés par l'Etat. Les trois (03) restants servent sous le bénévolat.

Toutefois, il faut préciser qu'avec deux établissements dans l'enseignement préscolaire, l'offre est assez satisfaisante dans la commune. Le tableau suivant renseigne d'avantage sur les différents indicateurs de l'enseignement préscolaire dans la commune de Djibabouya.

Tableau 13: Données de l'enseignement préscolaire

Ecoles	Effectif		Classes construites	Abris provisoire	Table bancs	Besoins en tables bancs
	G	F				
CTP (Mar. HLM)	17	28	00	00	00	
CPC(Mar.Tamb)	35	19	11	04		
CPC(Mar.santo)	15	23	00	01	00	11
CTP(Djibou)	30	46	00	03	23	05
Total	97	116	11	08	23	16

Source : Enquête PDC 2018

2.2.1.2 École élémentaire

On dénombre (04) écoles élémentaires dans la Commune qui dispose d'un taux de couverture scolaire appréciable. Le taux de scolarisation des filles est de 52,2% sur une population scolaire de 624 élèves. Il convient de noter que le taux de réussite à l'entrée en sixième est très faible car étant de 0,4% pour les deux sexes. Le ratio élèves-table bancs est de 52% est satisfaisant. L'effectif moyen par salle de classe est dans l'ordre de 35,6 élèves par classe.

Aussi, le manque de matériel didactique complète la liste des problèmes de l'école élémentaire.

Tableau 14: Données de l'enseignement Elémentaire

Ecoles	Effectifs		Classes construites	Abris provisoires	Tables bancs	Besoins en tables bancs
	G	F				
Ecole (Mar. HLM)	102	120	06	00	132	52
Ecole (Mar.Tamb)	58	50	02	02	46	25
Ecole (Mar.santo)	108	110	06	00	50	20
Ecole (Djibou)	30	46	00	03	23	05
Ecole (Kounound)	29	28	03	00	24	10
Total	327	354	17	05	275	112

Source : Enquête PDC 2018

2.2.1.3 Enseignement moyen

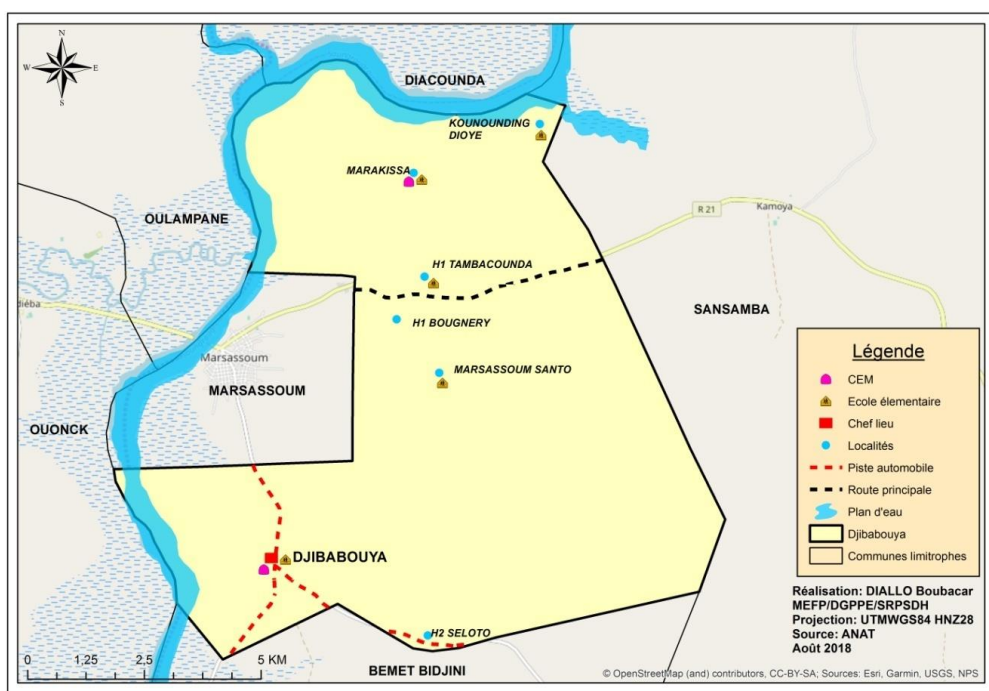
La Commune bénéficie de deux établissements moyens installés à Djibabouya et à Marakissa avec un effectif de 361 élèves dont 116 filles soit un taux 32 %. Le taux de redoublement est assez élevé 12,08.

Tableau 15: Données enseignement moyen

Ecoles	Effectifs		Classes construites	Abris provisoire	Tables bancs	Besoins en tables bancs
	G	F				
CEM-Djibabouya	261	228	12	00	175	85
CEM-Marakissa	92	83	06	06	112	21
Total	353	311	18	06	287	106

Source : Enquête PDC 2018

Carte 3: Répartition des infrastructures scolaires



2.2.1.4 Alphabétisation

Depuis quelques années, aucun cours en alphabétisation n’est dispensé dans la commune de Djibabouya dû à un manque de partenaires ou de financement de l’Etat . Toutefois, une redynamisation d’un tel enseignement ne peut être que bénéfique pour les populations locales.

2.2.1.5 Enseignement religieux

Djibabouya est un foyer religieux avec beaucoup de daaras, mais les plus importantes, vu le nombre d’apprenants, sont au nombre de 7 répartis dans les villages Marakissa, Marsassoum-Santo et Djibabouya.

Vu le nombre d’apprenants et l’intérêt que les parents continuent de porter pour ce type d’enseignement, les Daaras doivent faire l’objet de modernisation pour s’inscrire dans le système éducatif sénégalais, en alliant l’enseignement religieux et professionnel ou technique pour l’insertion des futurs sortants du système dans le marché de l’emploi.

Tableau 16: Synthèse diagnostic Education et Formation

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> Présence d’établissements scolaires 3 CPC 2 CME 5 écoles primaires 2 cases de tout petit 3 EFA 22 Daaras traditionnels 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des écoles Insuffisance des salles de classe Absence de certains cycles (secondaire et formation professionnelle) Manque de point d’eau à Djibabouya 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement les établissements scolaires Construction d’un Lycée à Djibabouya Résorption des abris provisoires dans la case des tout-petits

<p>2 Daaras modernes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence de CGE (comité de gestion de l'école) • Dynamique du personnel enseignant • Partenaire UNICEF CAKC • Présence de mini forage à Marakissa • Partenaire (CASAMANCE AMITIE) • Dotation de fournitures scolaires par la commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de tables banc et clôtures • Electrification des écoles • Insuffisance de personnel case des tout-petits • Présence d'abris provisoires • 04 à Djibabouya • 03 à Marsassoum-Santo • 11 à Marakissa • Baisse du niveau des élèves • Faible implication des parents pour le contrôle et le suivi des élèves • Manque d'appui aux daaras 	<ul style="list-style-type: none"> • Modernisation des écoles coraniques • Electrification des écoles de Santo et Marakissa • Affectation de personnel enseignant • Accès à un point d'eau • Mise en place d'un centre de formation professionnel • Construction de daaras modernes
--	---	---

2.2.2. Santé, Action sociale et Nutrition

L'offre en santé est assez satisfaisante. En effet, pour une population de 4356 habitants, la commune dispose deux postes de santé et une case de santé localisés dans trois villages :

- Un (01) poste de santé à Djibabouya ;
- Un (01) poste de santé à Marakissa ;
- Une (01) case de santé à Kounounding-Dioé.

Carte 4: Répartition des infrastructures sanitaires

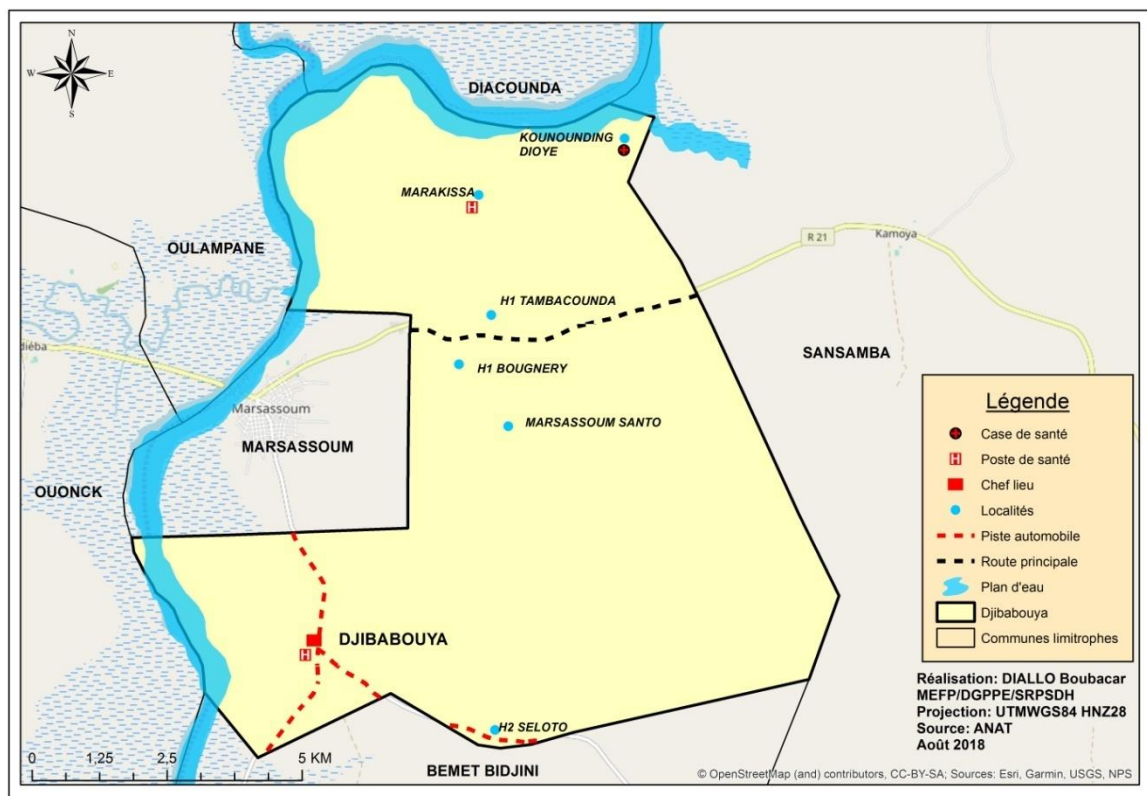


Tableau 17: Inventaire de l'existant du sous-secteur santé

Villages/Infrastructures	Equipements	Bailleurs	Points d'eau ou électrification	Personnels	Gaps
Djibabouya Poste de santé	Lits d'observation (05) 01 magasin de stockage de médicaments Boîte d'accouchement Boîte de consultation Salles d'observation	Etat du Sénégal	Puit moderne	ICP, 1 sage-femme, 1 Agent technique, 2 relais com. 2 ASC	Absence de logement sage-femme ; Absence d'électricité Absence d'ambulance Absence de ventilateur
Marakissa Poste de santé avec 03 Bâtiments	01 Ambulance 01 Moto Yamaha 01 Frigo à gaz NF 03 salles de consultations 01 forage	Amis de la Casamance Etat Commune	Panneau solaire /Mini forage solaire	IPC, 1 Agent 1 relai com. 1 ASC, 03 Badjanis gokh	Absence de maternité ; Absence de clôture Absence sage-femme ; Absence de matrone
Kounounding-dioé	Case de santé non fonctionnelle	Commune	Néant	02 Relais comm. 1 matrone, 1 ASC	Absence de matrone ; Absence de motos Absence de boîte de pause, Absence de toile d'accouchement Manque de médicaments

Source : Enquête PDC 2018

Il existe au niveau de chaque poste de santé (01) ICP, (01) sage-femme, (03) ASC, (01) matrone et (02) relais communautaires. Malgré tout cela, la commune souffre d'un déficit en personnel ainsi que d'un manque de moyens techniques. Nous pouvons citer entre autres :

- Difficultés d'évacuation des malades ;
- Insuffisance du personnel médical ;
- Manque de médicaments et insuffisance du personnel de qualité ;
- Insuffisance et éloignement des structures de santé ;
- Absence de clôture et d'électricité au niveau des structures sanitaires ;
- Accouchements à domicile fréquents ;
- Réticence à la vaccination ;
- Absence de dépôt de pharmacie.

Sur le plan social, sur 413 ménages que compte la commune, 202 bénéficient de la Bourse Nationale de Sécurité Familiale soit 49, 87% des ménages de la commune.

La nutrition est très importante dans la vie d'un être humain. La malnutrition peut occasionner des maladies chez les enfants et des femmes enceintes et des personnes âgées. Selon une étude réalisée par l'ONG « *daniningkaffo* » au premier de l'année 2018, dans la commune de

Djibabouya, sur 1040 personnes âgées de 24-59 mois dépistées, 43 ont été atteints d'une

Nom de villages depistes	tranche d`age	Nombre de filles depistes	Nombre de Garcon sdepistes	Nombre total depistes	Nombre d`enfants MAM		TOT AL MAM	nombre d`enfants MAS		TOT AL MAS	Nombre d`enfants referes	Nombre total depistes	TOT AL MAM	TOT AL MAS
					filles	garco ns		fill es	garcons					
Djibabouya	6-23mois	52	67	119	1	6	7	0	1	1	1	368	12	4
	24-59 mois	118	131	249	0	5	5	2	1	3	3			

malnutrition modérée et 04 d'une malnutrition aigue.

Tableau 18: Données dépistage malnutrition commune Djibabouya

Marssassou m Santo	6-23mois	41	43	84	3	0	3	0	0	0	0	269	12	0
	24-59 mois	90	95	185	5	4	9	0	0	0	0			
Marakissa	6-23mois	73	87	160	3	2	5	0	0	0	0	321	11	0
	24-59 mois	65	96	161	2	4	6	0	0	0	0			
Kounoundin gDiouyé	6-23mois	14	20	34	1	1	2	0	0	0	0	82	8	0
	24-59 mois	26	22	48	2	4	6	0	0	0	0			
TOTAL		479	561	1 040	17	26	43	2	2	4	4	1 040	43	4

Source : Enquête KAFOO

Tableau 19: Synthèse du diagnostic Santé

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un poste de santé avec maternité • Existence de personnel (sage-femme ICP matrones) à Djibabouya et Marakissa • Existence d'une case de santé à Kounounding-dioé • Présence pharmacie au poste de santé à Djibabouya • Existence de bourse de sécurité sociale et familiale • Existence CMU • Disponibilité d'ambulance à Marakissa • Forage solaire au niveau de la poste de sante • Bénéficiaire de carte d'égalité des chances • Existence d'une ambulance à Marakissa 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'ambulance • Absence logement sage-femme • Absence de compteurs d'électricité autonomes • Non effectivité du plan sésame • Couverture limitée CMU • Insuffisance d'équipements sanitaires • Absence de clôture, de gardiens • Absence d'ambulance à Djibabouya 	<ul style="list-style-type: none"> • Dotation d'une ambulance au poste de santé de Djibabouya • Amélioration de la capacité d'accueil (dotation en lits) dans les postes de santé • Electrification du poste de santé de Djibabouya • Construction d'un logement pour sage-femme à Djibabouya • Formation des matrones et ASC • Meilleur suivi de la CMU • Sécurisation du poste de santé de Marakissa par une clôture • Dotation d'une ambulance au poste de Djibabouya

2.2.3. Hydraulique

L'approvisionnement en eau potable pose beaucoup de difficultés dans la Commune avec l'existence en majorité de puits traditionnels. Seul Kamoya dispose d'un forage et d'un château d'eau auquel le village de Kounounding-Dioé, distant de 7km, est raccordé à 12 ménages avec deux bornes fontaines. Il faut noter également l'existence d'un mini forage solaire à Marakissa construit par CASAMANCE AMITIE d'une capacité de 2000 m³. La salinisation progressive des eaux et le tarissement précoce des puits constituent les principales

contraintes. Devant une telle situation, l'alimentation des populations en eau potable et l'abreuvement du bétail posent un réel problème, surtout en saison sèche. Aussi, l'accès à l'eau potable rendu difficile par l'insuffisance des ouvrages hydrauliques alourdit les travaux ménagers des femmes qui effectuent de longues distances à la recherche du liquide précieux. Face à une telle situation, la santé des populations est menacée en raison de la mauvaise qualité de l'eau. Des cas de maladies liées à la consommation de cette eau sont observés.

Tableau 20: synthèse du diagnostic Hydraulique

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de puits traditionnels et modernes • Existence d'un forage non fonctionnel • 12 ménages raccordés par 2 bornes fontaines à Kounounding-dioé par le château de Kamoya • Nappe phréatique (10 à 20m) • Existence d'un mini forage solaire à Marakissa • Partenaire : USAID, CASAMANCE AMITIE 	<ul style="list-style-type: none"> • Forage non fonctionnel : absence d'équipements annexes • Absence de bornes fontaines • Mauvaise qualité de l'eau • Absence d'eau courante • Faible débit du forage : 1545 m³ à Marakissa 	<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnalité du forage avec des équipements annexes à Djibabouya • Réalisation d'un réseau d'adduction d'eau et bornes fontaines à Marakissa • Fonçage de puits modernes

2.2.4 Assainissement et cadre de vie et environnement

Un environnement sain est nécessaire pour assurer un bien-être des populations. Cependant, tel n'est pas toujours le cas. En effet, la majorité des villages ne disposent pas de latrines modernes ni de réseau d'assainissement pour l'évacuation des eaux usées ou de pluie. Ainsi, les populations font recours à des latrines sans fosse septique ce qui pose un réel problème de salubrité publique. A cela s'ajoute le fait que la nappe phréatique est peu profonde dans certains villages. Cette situation peut être source de contamination de la nappe.

Face à cela, toutes les dispositions utiles doivent être prises par les autorités compétentes. La zone étant très pluvieuse, les eaux stagnantes constitue un cadre propice au développement des microbes et de maladies telles que le paludisme.

A l'instar de la dégradation du cadre vie, l'environnement naturel subit également les effets du changement climatique dans la commune de Djibabouya. En effet, dans la commune, les effets se résument à la salinisation, à l'acidification, à la variabilité pluviométrique, à la sécheresse et à l'ensablement des terres qui limitent le développement des activités économiques et l'épanouissement des populations

Tableau 21: Synthèse du diagnostic Assainissement et cadre de vie

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de latrines modernes dans les ménages à Marakissa • Existence de journées set setal à Marakissa • Journée de sensibilisation sur hygiène • Existence de pare- feux • Partenaire : USAID 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de système d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées • Absence de CETOM • Insuffisance des latrines • Ravinement et inondations • Absence de matériels de nettoyage 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des latrines • Mise en place d'un système de gestion des ordures ménagères • Installation d'un système de canalisation des eaux de pluies

2.2.5 Jeunesse, Sports et Culture

La Commune dispose des aires de jeux plus ou moins fonctionnelles (sans clôture,) permettant ainsi aux jeunes de s'adonner à la pratique sportive principalement le football.

A Djibabouya, le foyer des jeunes, construit afin de promouvoir les activités socioculturelles, est dans un état de sous équipement avancé ne permettant pas donc l'organisation de manifestations dignes de ce nom. S'agissant des femmes, aucun local ne leur est dédié pour mener à bien leurs activités à travers leurs GPF ou GIE.

Ainsi, l'absence de ces infrastructures et des projets ou programmes de l'Etat pour les jeunes contribuent largement au phénomène d'émigration et d'exode rural noté dans la zone durant ces vingt dernières années. En revanche, chaque année, le conseil municipal vote dans son budget une subvention destinée aux jeunes pendant leurs activités hivernales « navétanes »

Il faut signaler également que dans la commune, l'implication des femmes dans certains secteurs restent encore timide. Cela peut s'expliquer par des raisons sociales et culturelles. Toutefois, des actions sont en train d'être menées pour une prise en charge équitable et rationnelle des besoins des femmes. A ce titre, on peut constater une bonne représentation des femmes dans le conseil municipal.

Par rapport aux personnes vivant avec un handicap, aucun dispositif au niveau des infrastructures sociales n'est mis en place pour prendre en charge ces personnes.

Il urge donc, à ce niveau de renforcer les infrastructures existantes en équipements, d'encadrer et de former la jeunesse. La promotion des activités génératrices de revenus (AGR) permettrait aussi de mieux intégrer les jeunes dans le tissu socio-économique de la Commune.

Tableau 22: synthèse du diagnostic Jeunesse, Sports et Culture

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Présence des ASC • Présence de foyer de jeunes et aires de jeux • Cérémonies de jambadong lors des cérémonies culturelles • Bon appui des ASC en équipements par la mairie • Richesse du patrimoine culturel (cérémonies de circoncision, religieuses, ...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de troupe théâtrale • Absence de complexe omni_sport • Non équipement du foyer • Absence de centre culturel • Absence de bibliothèque dans les écoles • Absence de lieux pour abriter des cérémonies religieuses • Absence d'emploi des jeunes • Absence de structures pour employer les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'un terrain à Marakissa et Santo • Installation d'un complexe omnisport (basket, hand et volley-ball) à Djibabouya • Mise en place d'un centre culturel à Djibabouya • Motivation des jeunes pour l'entrepreneuriat et les appuyer dans la formation professionnelle

2.3. Profil Gouvernance

2.3.1 Conseil municipal

La nouvelle donne de gestion administrative appelée décentralisation s'inscrit dans une dynamique d'implication et de responsabilisation des populations locales. Cette volonté étatique de responsabilisation s'est traduite par un transfert de compétences aux collectivités locales. La Commune de Djibabouya, à l'instar des autres, est gérée et administrée par un conseil composé de 40 conseillers, considéré comme l'organe délibérant. Dans la commune de Djibabouya, la loi sur la parité entre femme et homme dans les fonctions électives est bien appliquée dans ce conseil municipal. Il y a 20 femmes contre 20 hommes sur les 40 conseillers, soit une proportion de 50 %

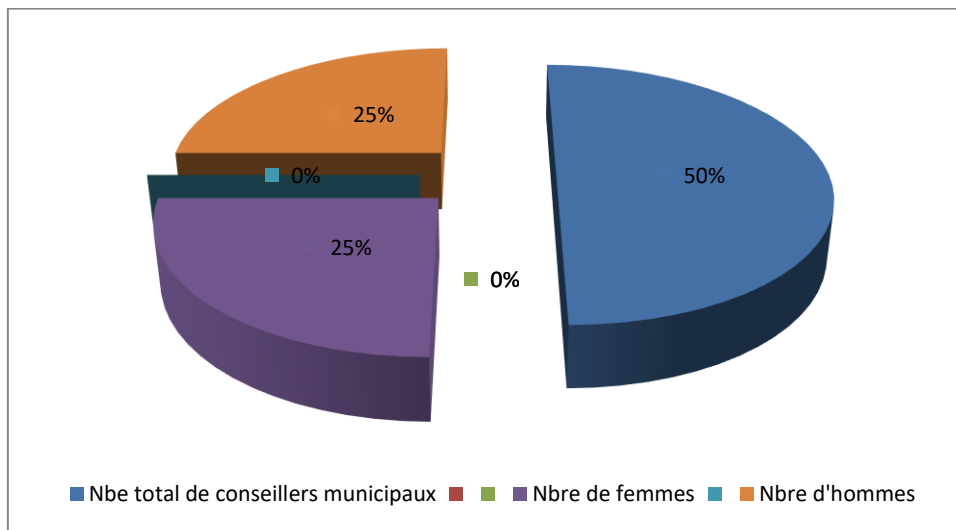


Figure 2: Proportion de femmes dans le conseil municipal

L'âge des conseillers est compris entre 30 et 65 ans avec une moyenne de 43. La quasi-totalité des secteurs d'activité est représentée dans le conseil.

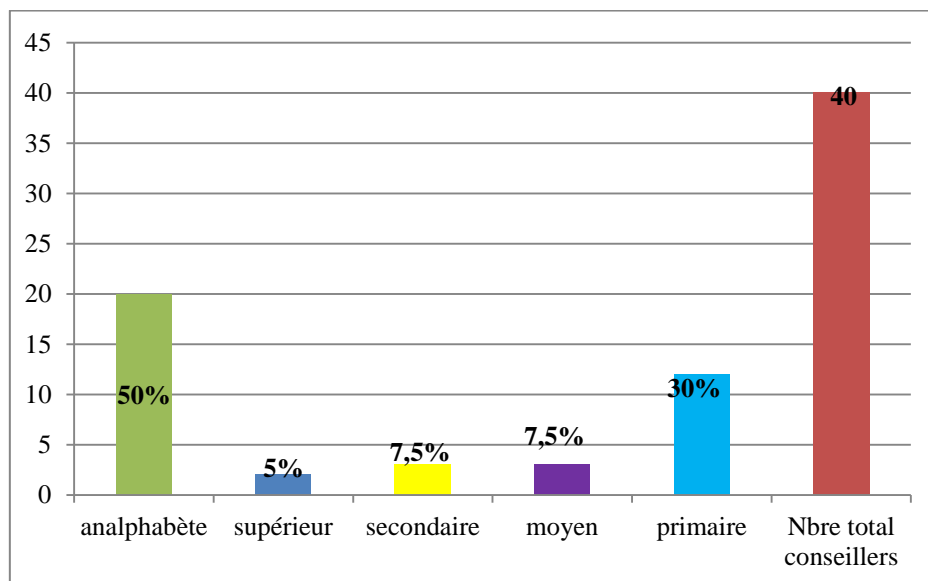


Figure 3: Répartition des conseillers municipaux par niveau d'instruction

Au regard de ce graphique, on peut noter que, sur les 40 conseillers municipaux, les 20 conseillers sont sans aucune instruction, soit la moitié (50%) des conseillers. Parmi ces 20 conseillers analphabètes, 11 sont des femmes en plus des 6 autres conseillères municipales de niveau primaire sur les 12 conseillers ayant le niveau primaire. Alors que les 8 conseillers qui

ont le niveau moyen, secondaire ou supérieur sont tous des hommes. Cela pose la problématique de la qualité de la représentation féminine au sein du conseil municipal.

Malgré l'application de la parité, le faible niveau des conseillères municipales ne favorise pas la qualité dans les débats surtout lors du vote du budget de la commune. D'où la nécessité de procéder régulièrement à un renforcement des capacités de ces élus locaux, par rapport à leurs rôles et responsabilités.

A ce titre et au regard des prérogatives que lui confèrent les lois et règlements de la décentralisation, le conseil municipal est chargé de définir et de conduire les missions de développement de la Commune. Il dispose ainsi de ressources matérielles, financières et humaines. Ces ressources constituent le socle sur lequel repose le fonctionnement du conseil communal.

Cependant, la commune de Djibabouya est confrontée à un manque criard de ressources financières propres. Ses recettes d'investissement constituent seulement un tiers de ses recettes totales, le reste des recettes proviennent de l'Etat ou de partenaires extérieurs.

Il faut noter également que le conseil municipal est confronté à un manque de formation de ses membres. Ce qui influe sur la bonne administration de la commune car ne maîtrisant pas les textes de lois et règlements sur la décentralisation. Toutefois, il bénéficie d'un appui technique du cadre de concertation. Celui-ci répond à une nécessité d'élargir le conseil aux acteurs de la société civile, ainsi qu'aux services techniques déconcentrés et aux partenaires au développement.

Tableau 23: Synthèse du diagnostic conseil municipal

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solution
<ul style="list-style-type: none"> • Ressources humaines disponibles • Respect de la loi sur la parité ; • Existence d'un cadre de concertation 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de mobiliser des ressources financières ; • Faible maîtrise des textes et lois sur la décentralisation ; • Insuffisance d'équipements 	<ul style="list-style-type: none"> • Allégement de la procédure ; • Renforcement de capacités des élus

Tableau 24: Liste des conseillers municipaux

N°	Prénom(s) et Nom	Fonction	Commission	Sexe	Age	Adresse	Profession	Nbre Mandat	Niveau d'instruction	Alphabétisation
1	IBRAHIMA NIASSY	MAIRE	TS COMMISSIONS	M	42	Djibabouya	Enseignant	2	Secondaire	français
2	MAKABA NOBA	conseiller	CULTURE	F	46	Marakissa	Ménagère	1	Aucune	mandingue
3	SIRIFO FATY	conseiller	DOMAINE	M	62	Djibabouya	Cultivateur	3	Aucune	arabe
4	KADIDIATOU BARRO	conseiller	CULTURE	F	51	Marakissa	Ménagère	2	Aucune	mandingue
5	NIAMO FATY	conseiller	ENVIRONNEMENT	M	47	Djibabouya	Cultivateur	2	Aucune	mandingue
6	SONA DIEME	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	49	Djibabouya	Ménagère	3	Aucune	diola
7	BACARY COLY	1er Adjoint	EDUCATION	M	43	Marakissa	Enseignant	2	Secondaire	français
8	AMY SYLLA	conseiller	CULTURE	F	45	Djibabouya	Ménagère	1	Elémentaire	diola
9	MOUSTAPHA DIEME	conseiller	SANTE	M	33	Djibabouya	Cultivateur	2	Elémentaire	français
10	FATOUNDING DABO	conseiller	CULTURE	F	56	Marakissa	Ménagère	2	Aucune	non
11	SYAKA DIEME	conseiller	JEUNESSE	M	35	Djibabouya	Cultivateur	1	Secondaire	français
12	BINTOU SANE	conseiller	ENVIRONNEMENT	F	49	Djibabouya	Ménagère	1	Elémentaire	diola
13	LAMINE CISSE	2e Adjoint	DOMAINE	M	40	Djibabouya	Cultivateur	2	Aucune	arabe
14	FATOUMATA CISSE	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	51	Djibabouya	Ménagère	2	Aucune	non
15	EL HADJI MOHAMADOU SOUARE	conseiller	DOMAINE	M	50	Marakissa	Cultivateur	1	Aucune	arabe
16	SADIO SANE	conseiller	JEUNESSE	F	32	Djibabouya	Ménagère	1	Elémentaire	diola
17	MAMADOU SAGNA	conseiller	SANTE	M	33	Marakissa	Cultivateur	1	Elémentaire	français
18	NOUMO TOURE	conseiller	EDUCATION	F	58	Djibabouya	Ménagère	1	Aucune	non
19	SISSAO SANE	conseiller	JEUNESSE	M	34	Djibabouya	Cultivateur	2	Elémentaire	arabe
20	AWA MANGA	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	45	Marakissa	Ménagère	1	Aucune	non

21	FODE FATY	conseiller	SANTE	M	61	Djibabouya	Cultivateur	3	Aucune	arabe
22	MARIAMA SANE	conseiller	EDUCATION	F	46	Djibabouya	Ménagère	1	Elémentaire	diola
23	BACARY SAMBA SANE	conseiller	SANTE	M	40	Djibabouya	Cultivateur	2	Moyen	français
24	DIONFOLO CAMARA	conseiller	CULTURE	F	58	Djibabouya	Ménagère	1	Aucune	non
25	BOURAMA BADJI	conseiller	ENVIRONNEMENT	M	44	Djibabouya	Cultivateur	2	Elémentaire	diola
26	FATOU CISSE	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	53	Djibabouya	Ménagère	2	Aucune	non
27	MBAYE SYAKA SAGNA	conseiller	SANTE	M	49	Marakissa	Cultivateur	2	Elémentaire	français
28	MARIAMA SEYDI	conseiller	AFFAIRE ADMINISTRATIVE	F	39	Djibabouya	Ménagère	1	Aucune	non
29	YAYA FATY	conseiller	AFFAIRE ADMINISTRATIVE	M	42	Djibabouya	Cultivateur	1	Elémentaire	arabe
30	FONTOU MARENA	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	53	Djibabouya	Ménagère	1	Aucune	non
31	BACARY DRAME	conseiller	EDUCATION	M	31	Djibabouya	Professeur	1	Universitaire	français
32	FATOU BADJI	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	46	Kounoundingdior	Ménagère	1	Elémentaire	diola
33	YAKHYA TOURE	conseiller	EDUCATION	M	32	Marsassoumsanto	Enseignant	1	Universitaire	français
34	NA AISSATOU TOURE	conseiller	CULTURE	F	55	Marakissa	Ménagère	1	Aucune	non
35	MAMADOU BIAYE	conseiller	AFFAIRE ADMINISTRATIVE	M	31	Marakissa	aide enseignant	1	Moyen	français
36	MOUSKEBA FANNE	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	35	Marsassoumsanto	Ménagère	1	Elémentaire	français
37	MAKAN CISSE	conseiller	ENVIRONNEMENT	M	41	Djibabouya	Cultivateur	1	Aucune	non
38	NAFISSATOU DIEME	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	57	Marakissa	Ménagère	1	Aucune	non
39	MAMADOU LAMINE SANE	conseiller	AFFAIRE ADMINISTRATIVE	M	42	Marsassoumsanto	Comptable	2	Moyen	français
40	FATOU SANE	conseiller	PROMOTION FEMININ	F	55	Djibabouya	Ménagère	1	Aucune	diola

2.3.2 Structures partenaires et d'encadrement

2.3.2.1 Sous-préfecture

Le sous-préfet représente l'Etat, assure le contrôle de légalité sur les actes des collectivités locales et veille au respect et à l'application des textes. Il est l'officier d'Etat civil principal et contrôle les centres secondaires. Il noue de très bonnes relations avec le conseil municipal dans le cadre de ses prérogatives.

2.3.2.2 CADL

Service déconcentré d'appui conseil et d'encadrement des collectivités locales, des OCB et des partenaires, le CADL est logé au niveau de la sous-préfecture de Djibabouya. En rapport avec l'ARD, il doit participer à la coordination des activités de planification et de développement local. Il ne compte que deux agents : le chef de la brigade forestière et l'agent vétérinaire.

Tableau 25: Synthèse du diagnostic CADL

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solution
<ul style="list-style-type: none">Existence d'un CADL avec quelques agents (Eaux et forêts, élevage)	<ul style="list-style-type: none">Insuffisance d'agents surtout absence du chef du CADLVétusté des locauxFaible dotation en matériels et moyens -de transport	<ul style="list-style-type: none">Affectation d'agents au niveau de chaque arrondissement à l'image des anciens CERP

2.3.2.3 ARD

L'Agence Régionale de Développement de Sédhiou est le bras technique des collectivités territoriales de la région. Elle est chargée, dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de développement local (PNDL), de coordonner et d'harmoniser les interventions en matière de développement local dans les collectivités locales.

2.3.3 Partenaires Techniques et Financiers

La Commune bénéficie de l'intervention de plusieurs ONG, projets et programmes non gouvernementaux. Ces organisations d'appui au développement interviennent dans presque tous les domaines.

Le tableau ci-dessous présente les partenaires intervenant en appui aux populations de la Commune dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, pour un développement économique, social et culturel.

Tableau 26: Principaux partenaires au développement

Liste des Partenaires	Activités	Domaine d'interventions
SODAGRI	Distribution des semences	Riziculture
UNICEF-CAKC	Réhabilitation des salles de classe et formation des enseignants	Education, santé, protection
ASER	Dotations des mini- central solaire	Energie
USAID	Mise en place des latrines	Assainissement
CASAMANCE-AMITIE	Construction de mini- forage	Hydraulique
TOSTAN	Mise en place des salles d'alphabétisation	Alphabétisation, Protection, Santé, Gouvernance

Tableau 27: Synthèse du bilan diagnostic sur des partenaires

Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solution
<ul style="list-style-type: none"> Existence de partenaires au développement 	<ul style="list-style-type: none"> Manque d'acteurs locaux et de structures d'épargne pour pouvoir gérer des ressources financières Faible niveau de déconcentration entre Acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Création de structures d'épargne fonctionnelles ; Mise en place d'un cadre de concertation

2.3.4. Dynamique communautaire

Les Organisations Communautaires de Base (OCB) jouent un rôle important dans le développement de la Commune. Elles œuvrent dans la promotion des activités économiques, socio-éducatives, sportives et culturelles. Ce sont des Associations Culturelles et Sportives (ASC), des Groupements de Promotion Féminine (GPF) ou des Groupements d'Intérêt Economique (GIE).

2.3.4.1. Groupements de Promotion Féminine (GPF)

Ils sont au nombre de vingt-neuf (29) et reçoivent l'encadrement du Service Départemental du Développement Communautaire. Leurs activités tournent, essentiellement, autour du maraîchage et de l'exploitation des produits de cueillette. Ces groupements sont bien structurés et disposent même d'un compte bancaire pour la plupart. Cependant, les femmes ont du mal à s'adonner au maraîchage, qui demeure leur principale activité, du fait des

problèmes d'écoulement des produits, de réseau d'irrigation, d'équipement et de semences. Malgré leur dynamisme et leur esprit d'initiative, elles rencontrent d'autres difficultés à savoir l'accès difficile au crédit, le manque de formation, le manque d'appui, etc.

A côté des GPF, il existe dans chaque village une organisation féminine à caractère souvent informelle. Ce sont généralement des « mbotayes » qui regroupent les femmes d'un village ou d'un quartier du village. Leurs principaux domaines d'activités sont l'agriculture, le petit commerce, l'artisanat et le crédit revolving. C'est ainsi qu'on peut dénombrer (19) organisations féminines.

Pour améliorer le vécu de ces organisations, il s'avère nécessaire de faciliter l'accès au crédit, d'alléger les travaux domestiques et de renforcer leurs capacités par des formations en ODC et GFC afin qu'elles puissent bien mener leurs activités commerciales et augmenter par conséquent la productivité des GPF.

2.3.4.2. Groupements d'Intérêt Économique (GIE)

Ils s'activent habituellement dans des activités génératrices de revenus (la riziculture, le maraîchage, le petit commerce, le crédit revolving et l'embauche bovine) et sont majoritairement dominés par les femmes, la plupart ayant été au préalable membres de GPF. La Commune compte une trentaine de GIE fonctionnant également et généralement sur la base de la cotisation des membres et aujourd'hui certains d'entre eux ont des comptes au niveau du crédit mutuel de Marsassoum sous forme d'épargne.

Les GPF et les GIE partagent les mêmes contraintes qui sont principalement :

- Le manque de démocratie interne et les contraintes de gestion organisationnelle ;
- Les difficultés d'accès au crédit et la faiblesse des montants octroyés ;
- L'analphabétisme et le faible niveau de formation des membres ;
- Les insuffisances en matière de gestion financière et comptable ;
- L'absence d'institution de micro- crédit dans la Commune.

2.3.4.3. Autres organisations

Nous pouvons citer le comité de gestion mis en place au sein de la structure sanitaire de la commune pour rendre plus efficaces les offres de services. Cependant, ce comité rencontre certaines difficultés liées notamment au manque de moyens et de formation.

Tableau 28: synthèse du diagnostic (GIE) (GPF) et (ASC)

Potentialités	Contraintes	Hypothèse de solution
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de 5 GPF à Marakissa • Existence de GIE • Dynamisme des acteurs • Présences de 05 GPF et 1GIE • Présence d'OP (1 reconnu moricounda) • Existence de formation des GPF 	<ul style="list-style-type: none"> • Lourdeur des travaux • Manque de moyens financiers • Insuffisance d'appui et d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la formation des actrices • Dotation en matériels pour alléger les travaux des femmes • Promotion de l'entrepreneuriat féminin • Amélioration de l'accès au crédit

TROISIEME PARTIE : PLANIFICATION

3.1. PLANIFICATION STRATEGIQUE

3 .1.1.PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT

L'Agriculture, le commerce et la pêche constituent les trois piliers de l'économie locale qui procurent à la commune l'essentiel des recettes pour son développement. Ils jouent un rôle majeur pour la sécurité alimentaire et contribuent également à la fourniture de matières premières. Ces secteurs sont dotés d'un ensemble de potentialités dont les plus importantes sont la bonne pluviométrie, la disponibilité de terres cultivables et fertiles ainsi que l'importance des superficies destinées à l'arboriculture (11 vergers mixtes) ayant une rentabilité élevée et proposant des prix de vente conséquents de l'anacarde ; mais également les importantes ressources halieutiques (poissons, carpes, brochettes, ...).

Malgré ces énormes potentialités, la commune peine à décoller du fait de la trop faible mécanisation de l'agriculture, de la salinisation des rizières, du problème d'écoulement des récoltes lié à l'enclavement de la zone. La faiblesse des infrastructures et services sociaux de base combinée à la quasi inexistence de partenaires techniques et financiers pour appuyer les institutions ou organisations constituent aussi un second handicap pour le développement de la commune.

3 .1.2.LES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT

Dans un contexte régional et national marqué par l'acte 3 de la décentralisation et le PSE, lesquels sont en harmonie avec les ODD, il est important, pour un territoire viable et compétitif, de poser les bases d'une croissance économique, d'un renforcement du capital humain et d'une bonne gouvernance. C'est ainsi qu'un ensemble de défis sont à relever :

- Etablissement de systèmes de production performants créateurs d'emplois locaux offrant aux populations des revenus suffisants et freinant l'exode rural et l'émigration. ;
- Renforcement des capacités du capital humain ;
- Amélioration du cadre de vie et des conditions de vie ;

- Renforcement de la gestion du développement local.

3.1.3. VISION DE DEVELOPPEMENT DE COMMUNE

Au regard du diagnostic ayant permis de cerner la problématique de développement et compte tenu des enjeux de développement, les options retenues sont :

- La modernisation de l'économie, le désenclavement de la commune et de ses zones ainsi que l'amélioration de l'accès à l'électricité ;
- L'amélioration de l'accès aux infrastructures et services sociaux de base pour un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement, un meilleur niveau d'éducation, une meilleure santé et des ressources humaines de qualité ;
- La préservation de l'environnement et allègement des travaux domestiques,
- Le renforcement des capacités des acteurs économiques locaux et du partenariat.

C'est par cette démarche que la commune de Djibabouya s'est fixée comme vision :

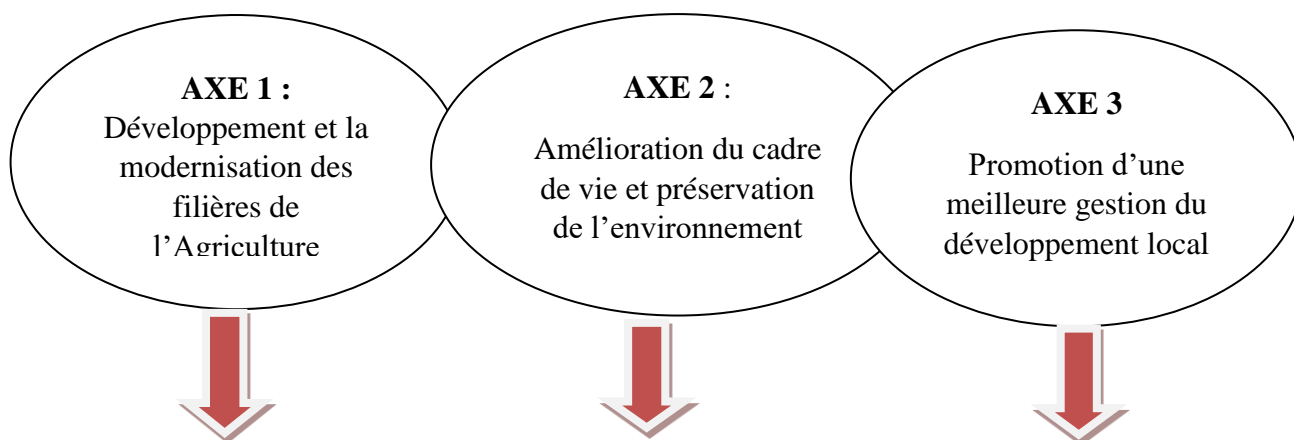
« Djibabouya, un territoire attractif par ses performances économiques et ses offres de services sociaux de base de qualité dans un environnement sain et durable ».

Cette vision est déclinée en trois axes :

- **Axe 1 : Développement et la modernisation des filières de l'Agriculture**
- **Axe 2 : Amélioration du cadre de vie et préservation de l'environnement**
- **Axe 3 : Promotion d'une meilleure gestion du développement local**

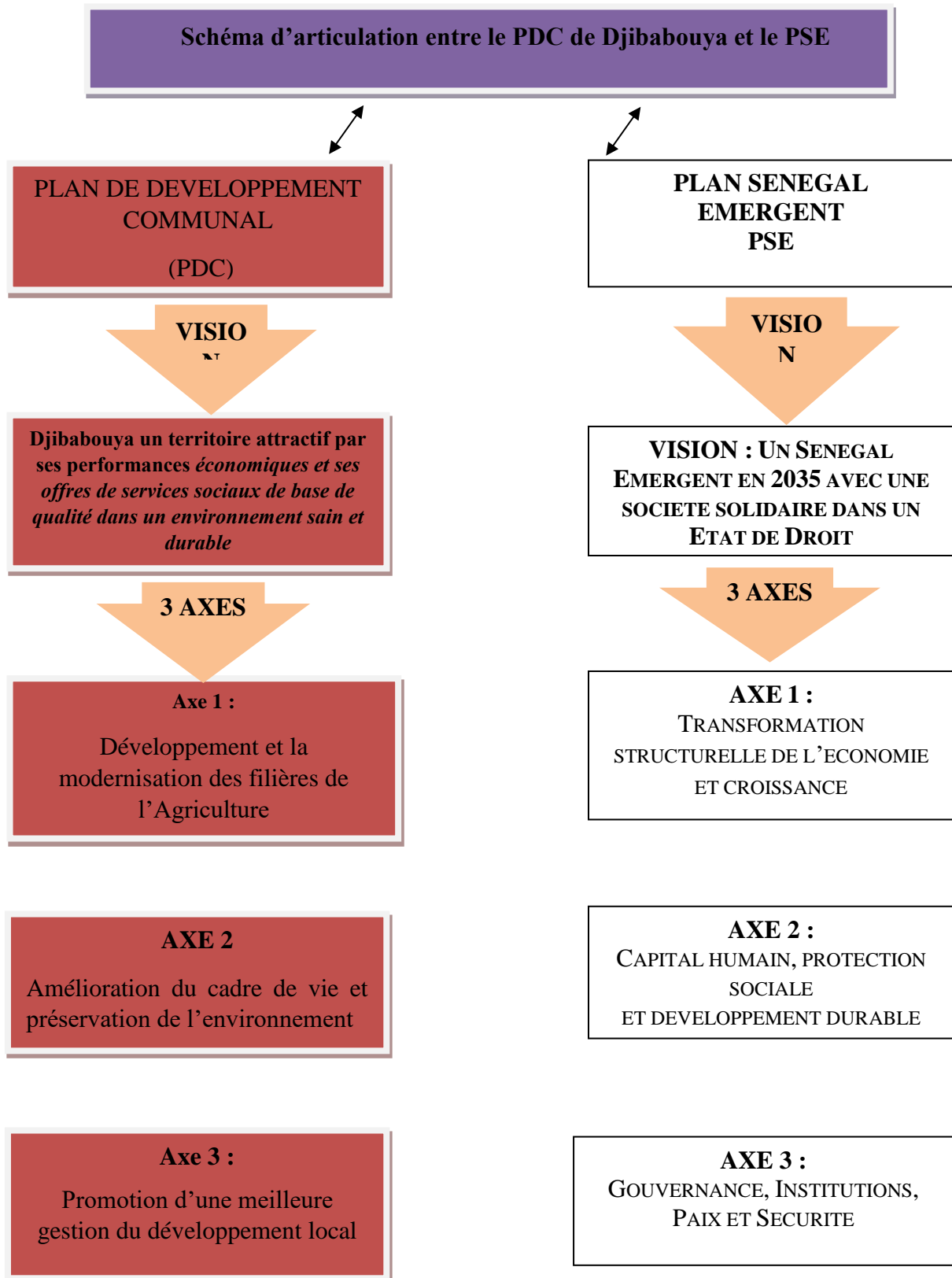
SCHEMATISATION DE LA VISION DE DEVELOPPEMENT DE DJIBABOUYA

« Djibabouya, un territoire attractif par ses performances économiques et ses offres de services sociaux de base de qualité dans un environnement sain et durable ».



AXE 1	AXE 2	AXE 3
<p>P1. Programme de Promotion des Activités Economiques Locales (PPAEL)</p> <p>P2. Programme de Renforcement des secteurs d'appui à la production (PRSAP)</p>	<p>P3. Programme d'Amélioration et de Renforcement des Infrastructures et Équipements Sociaux (PARIES)</p> <p>P4. Programme de Modernisation de la Commune et de Gestion de l'Environnement (PMCGE)</p>	<p>P5. Programme d'appui aux organisations communautaires(PAOC)</p> <p>P6. Programme de Renforcement de la Bonne Gouvernance (PPBG)</p>

Le PDC est un document de planification qui regroupe l'ensemble des actions prévues par la collectivité locale pour les cinq (5) prochaines années. Il s'inspire de la vision nationale articulée autour du PSE.



Axe1 : Développement et la modernisation des filières de l'Agriculture

P1 : Programme de Promotion des Activités Economiques Locales(PPAEL)

Ce programme vise à moderniser l'agriculture avec un système de production performante offrant aux populations des revenus suffisants permettant d'améliorer leurs conditions de vie.

<u>OBJECTIF GENERAL</u>
Promouvoir les activités économiques

OBJECTIFS SPECIFIQUES		
Moderniser le matériel agricole	Valoriser le potentiel hydro agricole	Améliorer les revenus agricoles

Tableau de Déclinaison des Résultats Attendus	
Résultats	Actions
Les conditions sont créées pour rendre performant le système agricole	<ul style="list-style-type: none">• Acquérir 02 tracteurs• Acquérir 04 motoculteurs• Acquérir une batteuse• Aménager 04 périmètres maraichers communautaires• Faciliter l'accès au crédit des producteurs (mise en place d'un fonds de garantie)• Construire une digue anti-sel• Construire 01 magasin de stockage• Promouvoir la mise en place d'unités de transformation de produits locaux• Organiser des formations en technique de transformation de produits locaux• Développement de variétés adaptées au changement climatique
Les activités de pêche et d'élevage sont développées	<ul style="list-style-type: none">• Renforcer les capacités des aviculteurs• Construire 02 abreuvoirs• Construire un abattoir moderne ;• Lutter contre le vol de bétail (mise en place de comité de veille et d'alerte)• Construire un quai de pêche• Achat de 02 pirogues motorisées• Utiliser les mailles adaptées
L'artisanat est Promu	<ul style="list-style-type: none">• Créer un centre artisanal• Organiser des formations en teinture et savonnerie traditionnelle ;• Faciliter l'accès des artisans au crédit (fonds de garantie)• Renforcer les capacités techniques des artisans ;

P2 : Programme de renforcement des secteurs d'appui à la production (PRSAP)

Ce programme est essentiellement tourné vers le développement des infrastructures routières, de l'énergie, des télécommunications et du système financier. Il vise à créer les meilleures conditions pour booster le développement socio-économique de la commune.

OBJECTIF GENERAL Favoriser le développement des activités économiques	OBJECTIFS SPECIFIQUES		
	Faciliter la circulation des personnes et des biens	Améliorer la couverture électrique et téléphonique	Faciliter l'accès aux services financiers

TABLEAU DE DECLINAISON DES RESULTATS ATTENDUS	
Résultats	Actions
La mobilité des personnes, des biens et services ainsi que la sécurité routière sont garanties	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre des panneaux de signalisation pour réduire les cas d'accident ; • Bitumer l'axe Djibabouya-Marsassoum santo • Construire le tronçon Marakissa-Diaroumé ; • Former les conducteurs de moto taxi Jakarta sur la prévention routière (civisme fiscal, obtention de permis etc.); • Construire un marché permanent
Une bonne couverture en énergie et des réseaux de communication (télé, téléphone) est assurée	<ul style="list-style-type: none"> • Etendre le réseau électrique dans les zones 02 et 03 sur 5km • Renforcer la couverture du réseau mobiles et internet (implanter une antenne Orange) ;
Les conditions d'émergence des services financiers sont réunies	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'implantation des structures financières ; • Assouplir les conditions d'accès aux institutions de micro_ finance

Axe2 : Amélioration du cadre de vie et préservation de l'environnement

P3 : Programme d'Amélioration et de Renforcement des infrastructures et équipements sociaux (PDIES)

Le **PDIES** a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations par la mise en place d'infrastructures sociales de base dans tous les villages pour favoriser l'équité.

OBJECTIF GENERAL Améliorer l'accès et la qualité des services	OBJECTIFS SPECIFIQUE	
	Construire et équiper les infrastructures sociales de base	Renforcer et améliorer la qualité des services sociaux de base

Tableau de Déclinaison des Résultats Attendus	
Résultats	Actions
La couverture en infrastructures et équipements sociaux de base dans la commune est assurée	<ul style="list-style-type: none"> • Construire et équiper 11 salles de classes • Construire une case des tous petits • Construire et équiper les écoles élémentaires en salle informatique ; • Augmenter le budget alloué à l'éducation • Clôturer les 05 écoles élémentaires non encore clôturées • Appuyer la création de classes d'alphabétisation • Organiser des audiences foraines pour la régularisation de l'état civil ;
la qualité de l'offre de services améliorée	<ul style="list-style-type: none"> • Doter 02 ambulances médicalisées • Créer une case de santé à Marsassoum. santo • Réhabiliter la case de santé à kounounding-dioé • Construire un château d'eau • Construire 04 abreuvoirs raccordés au réseau
	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux écoles arabes et Daaras avec les Fonds de dotation • Trouver une source de motivation mensuelle pour le personnel d'appui • Former le personnel communautaire • Renforcer le personnel qualifié

P 4 : Programme de Modernisation de la Commune et de Gestion de l'Environnement (PMCGE)

Ce programme vise à améliorer les commodités de la vie dans la cité en embellissant et restructurant l'espace communal mais aussi à intégrer les développements futurs de la commune et de préserver l'environnement.

<p>OBJECTIF GENERAL</p> <p>Rendre attractive la commune et préserver l'environnement</p>

OBJECTIFS SPECIFIQUES	
Avoir un meilleur cadre de vie	Préserver l'environnement

TABLEAU DE DECLINAISON DES RESULTATS ATTENDUS

Résultats	Actions
Le cadre de vie et l'habitat communal sont modernisés	<ul style="list-style-type: none"> • Achat de 50 bacs • Achat de 03 charrettes et ânes • Acquérir des matériels pour l'évacuation des ordures au niveau des artères • Créer un système communautaire de collecte d'évacuation et de traitement des ordures ménagères • Mettre sur pied un programme de latrines modernes au profit des ménages • Restructurer les villages de Marsassoum santo et Marakissa
L'environnement est préservé	<ul style="list-style-type: none"> • Reboiser 20 ha de mangrove et palmeraie • Aménager une forêt communautaire • Créer une pépinière communautaire

Axe3 : Promotion d'une meilleure gestion du développement local

P5 : Programme d'appui aux organisations communautaires (PAOC)

Ce programme vise à renforcer les capacités organisationnelles des organisations communautaires de base pour les redynamiser et leur permettre de bien mener des activités économiques.

<p align="center">OBJECTIF GENERAL</p> <p>Améliorer les capacités des organisations</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">OBJECTIFS SPECIFIQUES</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="width: 50%;">Renforcer les capacités techniques des OCB</td> <td style="width: 50%;">Faciliter l'accès aux financements des projets</td> </tr> </tbody> </table>	OBJECTIFS SPECIFIQUES		Renforcer les capacités techniques des OCB	Faciliter l'accès aux financements des projets
OBJECTIFS SPECIFIQUES					
Renforcer les capacités techniques des OCB	Faciliter l'accès aux financements des projets				

TABLEAU DE DECLINAISON DES RESULTATS ATTENDUS

Résultats	Actions
Les capacités techniques des organisations sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • Construire et équiper un centre de formation professionnelle • Mettre en place une structure féminine fédératrice au niveau communal ; • Doter les femmes de 04 moulins à mil pour alléger les travaux domestiques • Encourager les jeunes dans l'entrepreneuriat pour favoriser l'auto-emploi • Construire des murs de clôture des terrains de foot (Djibabouya et Marakissa); • Construire un centre polyvalent • Construire un foyer de jeunes à Marsassoum santo
L'accès au financement des projets des OCB est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès des jeunes et des femmes aux crédits sociaux étatiques • Renforcer la subvention pour les ASC

P6 : Programme de renforcement de la gouvernance locale (PRGL)

Le PRGL vise à promouvoir la transparence dans la gestion des ressources locales. Il vise également à renforcer les capacités techniques des différents acteurs du développement économique local.

OBJECTIF GENERAL
Améliorer la gouvernance des affaires locales

OBJECTIFS SPECIFIQUES	
Renforcer les capacités des acteurs territoriaux	Assurer l'information des citoyens sur les finances de la commune

TABLEAU DE DECLINAISON DES RESULTATS ATTENDUS	
Résultats	Actions
Les capacités techniques et organisationnelles sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • Former les élus sur la décentralisation : rôles et responsabilités de l' élu, fonctionnement du conseil municipal, budget, etc • Former le bureau municipal sur la gestion administrative et financière de la commune • Former les jeunes dans l'entrepreneuriat pour favoriser l'auto_emploi
Les citoyens sont informés de la situation financière de la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une structure féminine fédératrice au niveau communal ; • Renforcer l'accès aux crédits sociaux étatiques. • Appuyer le développement des activités culturelles et des autres sports collectifs. • Organiser des cadres de concertation populaire pour le déblocage du conflit foncier • Faire respecter l'alignement des maisons • Produire et diffuser régulièrement les comptes rendus financiers (recettes obtenues, dépenses engagées) • Organiser annuellement des réunions publiques d'information sur la l'exécution des budgets

QUATRIEME PARTIE : OPERATIONNALISATION DU PLAN ET MECANISME DE SUIVI

La mise en œuvre des plans communaux de développement rencontre souvent des difficultés parfois d'ordres technique et financier. A cet effet, il est nécessaire de mettre en place des stratégies efficaces pour la mobilisation des ressources et de gestion des projets et programmes afin d'atteindre les objectifs du PDC.

4.1. Opérationnalisation

4.1.1. Analyse du PIL

Le Plan d'investissement local (2019-2023) est composé de 67 projets prioritaires pour un montant global de **961.100.000 FCFA**, soit, un besoin annuel en moyen de **192.220.000francs FCFA**.

L'importance accordée aux deux premiers axes est liée à la vision du conseil municipal de moderniser les secteurs porteurs de croissance et d'améliorer le cadre de vie afin de renforcer l'accès et la qualité des infrastructures sociaux de base, mais aussi de l'amélioration et de la préservation de l'environnement. C'est ce qui justifie que les deux premiers axes regroupent 93,09 % des besoins d'investissement du PDC. L'Axe3 est fondamental pour arriver à atteindre les objectifs des deux premiers axes. Car celui-ci opte pour la redynamisation des OCB et la promotion de la bonne gouvernance avec une prévision d'investissement 6,91% du budget global.

Tableau 30 : Synthèse du Plan d'investissement local par Axe et Programme

Axes stratégiques	Programmes	Nbre de projets	Coût par programme	% coût par programme	% Total par Axe
AXE 1	PPAEL	21	257.700.000	62,21	43,1
	PRSAP	07	156.500.000	37,78	
Sous total Axe 1		27	414.200.000	99,99	
AXE 2	PDIESB	17	351.200.000	76,9	47,53
	PMCGE	09	105.600.000	23,1	
Sous-total Axe 2		27	456.800.000	100	
AXE 3	PAOC	08	83.600.000	92,8	9,37
	PRGL	05	6.500.000	7,2	
Sous-total Axe 3		13	90.100.000	100	
Coût total PDC		66	961.100.000		100

Figure 4:Répartition des coûts suivant les axes

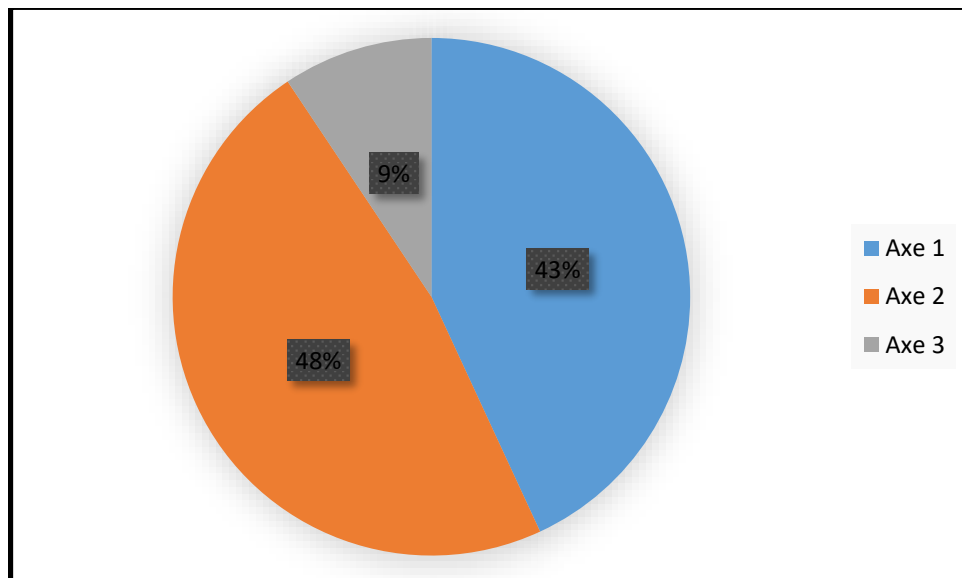
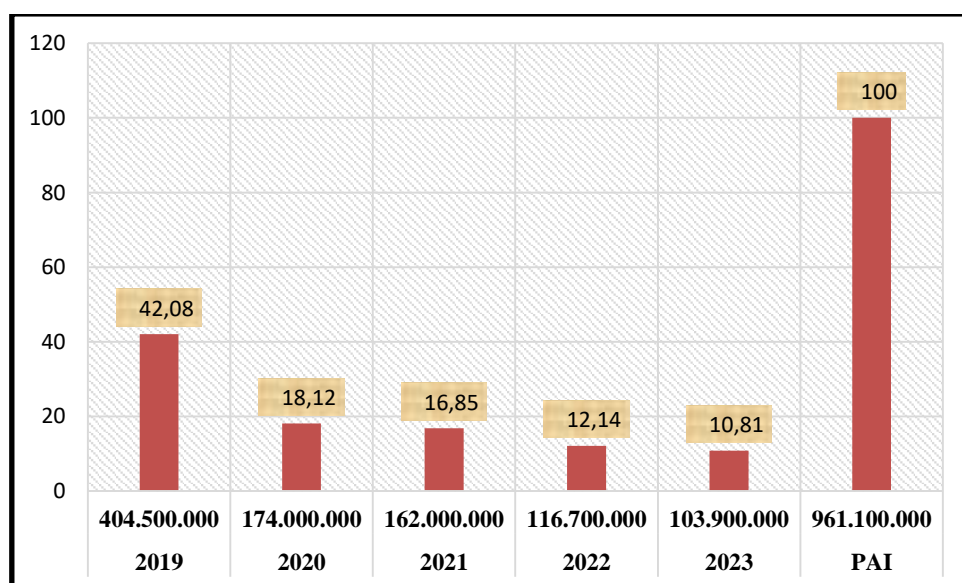


Tableau 31 : Répartition des investissements annuels du PAI

ANNEES	2019	2020	2021	2022	2023	PAI
Couts de financement	404.500.000	174.000.000	162.000.000	116.700.000	103.900.000	961.100.000
	42,08	18,12	16,85	12,14	10,81	100

Figure 5:Répartition des coûts en% suivant les années



Au regard de ce graphique, nous pouvons noter que l'année 2019 concentre la part la plus importante de la prévision avec un montant estimé à 404.500.000 **francs FCFA** soit 42,08% du coût d'investissement.

Suivi de l'année 2020 qui a un budget d'investissement de 174.000.000 soit 18,12 %. Pour les années 2022-2023 les coûts d'investissements sont estimés à 220.600.000 soit 22,95 % de la prévision d'investissement du PAI.

En résumé le PIL de la commune de Djibabouya vise trois objectifs majeurs :

- Le désenclavement de la commune ;
- L'atteinte de l'autosuffisance alimentaire ;
- L'accès aux services sociaux de base.

4.1.2. Stratégie de mobilisation des ressources

Le PDC est d'abord et avant tout un outil de planification stratégique et opérationnelle de la Commune qui, sur cette base, compte en premier lieu sur ses ressources propres. Compte tenu de l'enclavement et des maigres ressources de la commune, des stratégies de mobilisation des ressources doivent être utilisées pour financer les projets et programmes du PDC. Pour autant, les ressources propres de la Collectivité peuvent être utilisées comme effet de levier pour mobiliser la participation technique et financière de partenaires au développement dans la mise en œuvre des initiatives de développement local.

A cet effet, un forum des bailleurs est prévu pour étendre le cadre partenarial autour de l'Etat à travers ses Programmes d'Appui au Développement Local. Il aura pour objectif d'exposer et défendre le bien-fondé ainsi que la pertinence des projets et programmes prioritaires du PDC afin de convaincre des Partenaires Techniques et Financiers de la Coopération Décentralisée dans le but d'aboutir à des conventions de financement pour leur mise en œuvre. Par ailleurs, les outils modernes de la communication seront développés pour établir des relations plus étroites avec des partenaires au développement.

Les opportunités de partenariat seront efficacement explorées et exploitées avec l'accompagnement des services techniques dans l'objectif d'atteindre un taux de réalisation du PIL d'au moins 80 % à l'échéance du Plan de Développement Communal. Le PIL étant pour cinq ans, c'est à ce titre qu'a été effectuée la répartition du budget.

4.2. Mécanisme de suivi-évaluation

4.2.2. Suivi de la mise en œuvre du plan

Pendant la mise en œuvre des projets et programmes, il reviendra à la commission chargée de Suivi-évaluation d'assister, de veiller à la mise en œuvre du PDC et de faire le rapportage sur l'état d'avancement à chaque étape du processus afin de permettre une meilleure prise de décisions et l'atteinte des résultats. La commission devra travailler en synergie avec l'ARD, le CADL et la sous-préfecture et autres acteurs impliqués dans le processus d'élaboration du PDC, pour une meilleure représentativité des acteurs de développement.

Les rencontres seront organisées comme suit :

- ✚ Rencontre semestrielle pour le suivi de la matrice /secteur,
- ✚ Rencontre annuelle pour l'évaluation du PIA décliné.

4.2.3. Evaluation du plan

Des évaluations du plan sont prévues, annuellement, à mi-parcours et en fin de mise en œuvre. Elles permettent de mieux cerner le rapport entre les orientations, les ressources mobilisées et les résultats réels du plan local. Il consiste à apprécier les indicateurs mesurables :

- ✓ Le taux de réalisation physique et financière,
- ✓ Les financements sur fonds propres,
- ✓ Les financements des partenaires,
- ✓ Le nombre de projets hors plan.

Tableau 29: Annexe du Plan d'Investissement Local (PIL) détaillé

Projets	Localisation	Echéancier					Coût total	Source de financement	Acteurs
		A1	A2	A3	A4	A5			
PROGRAMME									
Axe 1 : Développement et la modernisation des filières de l'Agriculture									
P1- Programme de Promotion des Activités Economiques Locales (PPAEL)									
Acquérir 02 tracteurs	Commune	20.000.000	20.000.000	0	0	0	40.000.000	PAPSEN, SODAGRI, Commune	Commune, OP GPF
Acquérir 04 motoculteurs	Tous les villages	12.000.000	0	0	0	0	12.000.000	PAPSEN, PPDC	
Acquérir une batteuse	Commune	3.500.000	0	0	0	0	3.500.000	Commune, Etat	
Aménager et équiper 04 périmètres maraichers communautaires ;	Tous les villages	11.200.000	11.200.000	11.200.000	11.200.000	11.200.000	56.000.000	, Commune, PPDC, ANIDA	GPF, SDDR, Privés, SDADL
Faciliter l'accès au crédit des producteurs (mise en place d'un fonds de garantie)	Commune	5.000.000	5.000.000	5.000.000	0	0	15.000.000	Commune, STF, FONGIP	STD
Construire une digue anti-sel	Marakissa- Dioé	10.000.000	0	0	0	0	10.000.000	Etat, Commune	
Construire 01 magasin de stockage	Marsassoum-santo	7.000.000	0	0	0	0	7.000.000	Com, PPDC, PAPSEN	
Promouvoir la mise en place d'unités de transformation de produits locaux	Commune	0	12.500.000	12.500.000	0	0	25.000.000	Etat, partenaires PPDC, PRODAC	SDDR, GPF SDADL
Organiser des formations en technique de transformation de produits locaux	Commune	0	1.500.000	0	0	0	1.500.000	Commune, CRETEF, ONFP, CRE	GPF, SEMBE ASSEK, AJACCOLUFIFA, SDADL, ANCAR
Session de formation et de sensibilisation des populations sur des variétés de semences adaptées au changement climatique	Commune	1.500.000	0	0	0	0	1.500.000	DRDR , Com, SODAGRI	DRDR , GPF , GIE
Renforcer les capacités des aviculteurs	Commune	1.500.000	0	0	0	0	1.500.000	Commune,	Service élevage, les aviculteurs
Construire 02 abreuvoirs	Marakissa et Djibabouya	6.000.000	0	0	0	0	6.000.000		
Construire un abattoir moderne ;	Commune	0	8.000.000	8.000.000	0	0	16.000.000	Etat, Commune	Service élevage
Lutter contre le vol de bétail (mise en	Commune	200.000	200.000	200.000	200.000	200.000	1.000.000	Commune	Conseils de quartiers,

place de comité de veille et d'alerte)									STD
Construire un quai de pêche	Marakissa	0	0	0	2.000.000	1.000.000	3.000.000	Etat , Com	
Achat de 02 pirogues motorisées	Marakissa et Djiba	2.500.000	2.500.000		0	0	5.000.000		
Distribution de filets aux groupements	Commune	0	2.500.000	2.500.000	0	0	5.000.000	ANA ,SRP,Com	Com.,GIE
Créer un centre artisanal	Commune	0	0	20.000.000	20.000.000	0	40.000.000	Commune	SDADL Chambre des métiers
Organiser des formations en teinture et savonnerie traditionnelle ;	Commune	1.500.000	0	0	0	0	1.500.000	Commune, ONFP,	GPF, Chambre des métiers,
Faciliter l'accès des artisans au crédit (fonds de garantie)	Commune	5.000.000	0	0	0	0	5.000.000	Commune	Chambre de métiers, C3FP
Renforcer les capacités techniques des artisans ;	Commune	300.000	300.000	300.000	300.000	300.000	1.500.000	Commune, ONFP	Chambre de métiers, C3FP
Total sous-programme		87.200.000	63.700.000	59.700.000	33.700.000	12.700.000	257.700.000		
P2- Programme de Renforcement des Secteurs d'Appui à la Production (PRSAP)									
Mettre des panneaux de signalisation pour réduire les cas d'accident ;	Commune	10.000.000	0	0	0	0	10.000.000	Etat, commune	Service régional du transport
Former les conducteurs de moto taxi Jakarta sur la prévention routière (civisme fiscal, obtention de permis ect);	Commune	1.500.000	0	0	0	0	1.500.000	Nouvelle prévention routière, Commune, PTF	Commune, Conducteur jakarta
Construire la voirie communale ;	Commune	0	0	40.000.000	0	40.000.000	80.000.000	Etat	Commune
Etendre le réseau électrique dans les zones 02 et 03 sur 5km	Commune	10.000.000	10.000.000	5.000.000	0	0	25.000.000	Etat, Commune, Construire un marché permanent PTF	
Construire un marché permanent	Djibabouya	0	40.000.000		0	0	40.000.000	Commune, PNDL	Commune
Inciter à l'implantation des SFD	Djibabouya	0	0	0	0	0	0	Commune	Les banques, IMF
Sous total programme		21.500.000	50.000.000	45.000.000	0	40.000.000	156.500.000		
Total axe		97.200.000	113.700.000	104.700.000	33.700.000	52.700.000	414.200.000		
AXE 2 : Amélioration du cadre de vie et préservation de l'environnement									
P3- Programme d'Amélioration et Renforcement des Infrastructures et Équipements Sociaux de Base (PDIESB)									
Construire et équiper 11 salles de classes	commune	9.000.000	9.000.000	9.000.000	9.000.000	9.000.000	45.000.000	Etat	Commune, IEF, APE,
Construire une case des tous petits	Commune	40.000.000	0	0	0	0	40.000.000	Etat, Commune	IEF, Commune, ANCTP

Construire et équiper des écoles élémentaires en salle informatique ;	Commune	0	5.600.000	4.000.000	4.000.000	0	13.600.000	Etat, PTF, ADIE	IEF, Commune, APE
Clôturer les 05 écoles élémentaires non encore clôturées	Toutes les écoles	0	4.000.000	4.000.000	2.000.000	0	10.000.000	Etat, Commune, PTF	IEF, APE, CGE
Appuyer la création de classes d'alphabétisation	Commune	7.000.000	0	0	0	0	7.000.000	Commune, TOSTAN, Etat	IEF, Point Focal
Clôturer les 05 écoles élémentaires non encore clôturées	Toutes les écoles à l'exception de l'école 1	0	4.000.000	4.000.000	2.000.000	0	10.000.000	Etat, Commune, PTF	IEF, APE, CGE
Appuyer la création de classes d'alphabétisation	Commune	7.000.000	0	0	0	0	7.000.000	Commune, TOSTAN, Etat	IEF, Point Focal
Appuyer la création de classes d'alphabétisation	Commune	7.000.000	0	0	0	0	7.000.000	Commune, TOSTAN, Etat	IEF, Point Focal
Appuyer la création de classes d'alphabétisation	Commune	7.000.000	0	0	0	0	7.000.000	Commune, TOSTAN, Etat	IEF, Point Focal
Former le personnel communautaire	Commune	200.000	200.000	200.000	0	0	600.000	Commune, RM, comité de santé	Comité de santé, l'ICP, le centre de santé
Doter 02 ambulances médicalisées	Marakissa et Djibabouya	10.000.000	10.000.000	0	0	0	20.000.000	Etat, PTF	Comité de santé et commune
Créer une case de santé	Marsassoum-santo	12.000.000				0	12.000.000	Etat, Com, PTF	Comité de santé et commune
Réhabiliter la case de santé	Kounounding-Diéou	10.000.000	0	0	0	0	10.000.000		
Renforcer le personnel qualifié	Commune							Etat, comité de santé	Comité de gestion, ICP
Relèvement du plateau technique des structures de santé (Lits, matériels de soins)	Commune	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	10.000.000	Comité de santé, Commune	Comité de gestion, ICP
Construire un château d'eau	Djibabouya	150.000.000	0	0	0	0	150.000.000	Etat, PTF, ASUFOR	ASUFOR, Commune, OFOR
Construire 02 abreuvoirs raccordés au réseau	Djibabouya et Marakissa	0	1.000.000	500.000	500.000	0	2.000.000	Etat, PTF, ASUFOR	ASUFOR, Com, OFOR
Total sous programme		261.200.000	35.800.000	23.700.000	19.500.000	11.000.000	351.200.000		
P4- Programme de Modernisation de la Commune et de Gestion de l'Environnement (PMCGE)									
Acquérir des matériels pour l'évacuation des ordures au niveau des artères	Commune	9.000.000	0	0	0	0	9.000.000	Etat, PTF, commune	ARD, service d'hygiène
Mettre sur pied un programme de	Tous les							PEPAM-UE	Commune, STD

latrines modernes au profit des ménages	quartiers	4.000.000	4.000.000	4.000.000	4.000.000	4.000.000	20.000.000		
Aménager une décharge de dépôt d'ordures ménagères	Commune	0	0	5.000.000	5.000.000	5.000.000	15.000.000	Etat, PTF, Commune	Service d'hygiène
Restructurer les villages de Marsassoum santo et Marakissa	Commune	7.500.000	7.500.000	0	0	0	15.000.000	Commune ; PTF	ARD, STD
Reboiser 20 ha de mangrove et palmeraie	Commune	1.000.000	1.000.000	0	0	0	2.000.000		
Achat de 50 bacs	Commune	2.500.000	2.500.000	0	0	0	5.000.000		
Achat de 03 charrettes et ânes	Commune	0	0	4.600.000	0	0	4.600.000	Commune, PTF	STD
Aménager une forêt communautaire	commune	0	0	0	30.000.000	0	30.000.000	Commune, Etat	Commune
Créer une pépinière	commune	0	0	0	0	5.000.000	5.000.000	Commune, Etat	
Sous total programme		24.000.000	15.000.000	13.600.000	39.000.000	14.000.000	105.600.000		
Sous total axe		285.000.000	50.600.000	37.100.000	58.500.000	25.000.000	456.800.000		
Axe 3 : Promotion d'une meilleure gestion du développement local									
P5- Programme d'Appui aux Organisations Communautaires (PAOC)									
Construire et équiper un centre de formation professionnelle	Commune	0	0	15.000.000	15.000.000	0	30.000.000	Etat, Commune	Commune
Faciliter l'accès des jeunes et des femmes aux crédits sociaux étatiques	Commune	2.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	0	5.000.000	Etat, Commune	STD, STF
Mettre en place une structure féminine fédératrice au niveau communal ;	Commune	0	0	0	0	0	0	Commune	GPF, SDADL
Doter les femmes de 03 moulins à mil pour alléger les travaux domestiques	Commune	0	3.000.000	3.000.000	3.000.000	0	9.000.000	Etat	Commune, STD
Former les jeunes à l'entrepreneuriat	Commune	600.000	0	0	0	0	600.000	Etat, com	Commune, STD
Construire des murs de clôture de terrains foot (Djiba et Marakissa);	Djiba-Marakissa	0	5.000.000	0	5.000.000	0	10.000.000	Etat, Commune, partenaires	Commune, IEF
Construire un foyer de jeunes	Marsassoum santo					25.000.000	25.000.000	Etat, Commune	
Clôturer les 04 cimetières	Commune	4.000.000	0	0	0	0	4.000.000	Etat, Commune, partenaires	Commune, IEF
Sous total programme		6.600.000	9000	19000	24000	25.000.000	83.600.000		
P6- Programme de Renforcement de la Gouvernance Locale (PRGL)									

Former les élus sur la décentralisation : rôles et responsabilités de l' élu, fonctionnement du conseil municipal, budget, etc	Commune	2.000.000	0	0	0	0	2.000.000	Etat, Commune, PTF	Commune, ARD, STD
Former le bureau municipal sur la gestion administrative et financière de la commune ;	Commune	1 000	0	0	0	0	1.000.000	Etat, Commune, PTF	Commune, ARD, STD
Produire et diffuser régulièrement les comptes rendus (recettes obtenues, dépenses engagées)	Commune	200.000	200.000	200.000	200.000	200.000	1.000.000	Commune	Maire
Organiser annuellement des réunions publiques d'information sur l'exécution des budgets	Commune	300.000	300.000	300.000	300.000	300.000	1.500.000	Commune	Maire
Organiser des cadres de concertation populaire pour le déblocage du conflit foncier ;	Commune	500.000	0	500.000	0	0	1.000.000	Commune	ARD, SRADL, SDADL, Maire, SRP
Total sous-programme		4.000.000	500.000	1.000.000	500.000	500.000	6.500.000		
Total axe		10.600.000	9.500.000	20.000.000	24.500.000	500.000	89.500.000		
Total PIL		404.500.000	174.000.000	162.000.000	116.700.000	103.900.000	961.100.000		

ANNEXE : FICHES DE PROJETS

Titre du projet :	: Construction d'un château d'eau	
Localisation :	Djibabouya	
Description sommaire du projet	Le projet consiste à la construction d'un château d'eau au profit des populations afin d'améliorer l'accès à l'eau potable	
Axe concerné :	AXE2	
Programme concerné :	PDIES	
Objectifs poursuivis	Construire un château d'eau afin de permettre aux populations d'accéder à l'eau potable en privilégiant les branchements sociaux	
Mode de gestion envisagé	La gestion de l'ouvrage se fera sur la base d'un cahier de charges entre la commune et l'OFOR	
Cibles	Population Totale : Femmes et Jeunes	
Evaluation des coûts		
Coût du projet	150.000.000	
Contributions financières attendues		
Nom du PTF	Montant	%
ETAT	150.000.000	100 %
COMMUNE	0	0%

Titre du projet :	Doter une ambulance au poste de santé	
Localisation :	Djibabouya	
Description sommaire du projet	Le projet consiste à doter une ambulance médicalisée au poste pour faciliter l'évacuation des malades	
Axe concerné :	AXE 2	
Programme concerné :	PDIES	
Objectifs poursuivis	L'achat d'une ambulance médicalisée	
Mode de gestion envisagé	comité de santé et ICP	
Cibles	Population Totale : Femmes et Jeunes	
Evaluation des coûts		
Coût du projet	20.000.000	
Contributions financières attendues		
Nom du PTF	Montant	%
ETAT	15.000.000	75 %
COMMUNE	5.000.000	25%

Titre du projet :	Doter une ambulance au poste de santé	
Localisation :	Djibabouya	
Description sommaire du projet	le projet consiste à acheter deux(02) tracteurs pour moderniser l'agriculture afin d'améliorer les rendements agricoles	
Axe concerné :	AXE 1	
Programme concerné :	PPAEL	
Objectifs poursuivis	L'achat de deux tracteurs pour booster l'agriculture	
Mode de gestion envisagé	Un comité de gestion sera mis en place par l'équipe municipale et les OP.	
Cibles	Population Totale : OP, GPF, GIE	
Evaluation des coûts		
Coût du projet	40.000.000	
Contributions financières attendues		
Nom du PTF	Montant	%
PAPSEN	20.000.000	50 %
SODAGRI	15.000.000	25%
COMMUNE	5.000.000	15%

Titre du projet : Numéro : 01	Aménager et équiper 04 périmètres maraîchers communautaires	
Zone d'intervention : Tous les villages		
Description sommaire du projet : le projet consiste à aménager 04 périmètres maraîchers communautaires pour permettre aux producteurs de légumes d'avoir un ensemble de parcelles adéquat pour les différentes spéculations les différentes spéculations cultures de maraichage et pour leur leur rotation de variétés.		
Axe concerné : AXE1	PPAEL	
Objectifs poursuivis	Aménager 04 périmètres maraîchers pour booster la production de légumes	
Résultats attendus	Le résultat est d'avoir 01 périmètre maraîcher dans chaque village	
Mode de gestion envisagé	La gestion de chaque bloc maraîcher se fera sur la base d'un cahier de charges établi entre la commune et les bénéficiaires	
Cibles	Producteurs	
	Femmes	
	Jeunes	
EVALUATION DES COÛTS		
Coût du projet	56.000.000	
SOURCE DE FINANCEMENT		
Partenaires	Montants	Taux
PPDC	25.000.000	45%
ANIDA	25.000.000	45%
COMMUNE	6.000.000	10%